



ETAT DE LIEU DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE

de la cité de Manono et des chefferies
de Bakongolo et Kiluba en 2024

Table des matières

i. Remerciements	4
i. Résumé Exécutif	5
ii. Recommandations.....	7
1. Introduction générale.....	9
1.1 Contexte de l'étude	9
1.2 Objectifs de l'étude.....	10
1.3 Approche méthodologique de la recherche	11
2. Bref aperçu des projets d'exploitation de lithium.....	14
Ce chapitre dresse un état de lieu de développement des activités extractives industries en perspective dans la région de Manono.	
2.1 Projet de Dathom	14
2.2 Projet de Manono Lithium SAS	16
3. Présentation de la zone riveraine de l'exploitation de lithium.....	17
4. Situation sociale du territoire de Manono et des chefferies Bakongolo et Kiluba ...	24
5.2 Infrastructures et services d'éducation et d'enseignement universitaires	26
5.4 Équipements d'accès en eau potable.....	32
6 Situation économique de Manono, Kiluba et Bakongolo	34
6.1 Secteur primaire.....	34
6.1.1 Activités agricoles.....	34
6.1.2 Activité d'élevage.....	35
6.1.3 Activité de pêche.....	35
6.1.4 Exploitation minière industrielle et artisanale	35
6.2 Secteur secondaire	36
6.3 Secteur tertiaire	36
6.3.1 Administration.....	36
6.3.2 Transport.....	36
7. Situation de la zone économique spéciale de Manono	38
8. Impacts locaux de l'exploitation minière	39
8.1 Retombées positives	39
8.2. Retombées négatives et mesures d'atténuation	40
8.3 Mécanismes de participation communautaire et la communication entre l'entreprise et les communautés.....	41
9. Présentation des attentes prioritaires des communautés locales et des peuples autochtones.....	42
Ce chapitre est au cœur de cette étude. Il présente les résultats des enquêtes effectuées auprès des communautés visant à cartographier les priorités des communautés dans la perspective de l'exploitation minière. La première présente	

les attentes, tandis que la deuxième présente les résultats par catégorie des besoins et suivant l'ordre des priorités.	42
9.1 Perception de l'activité minière par les populations locales et les peuples autochtones	42
9.2 Attentes des populations locales et des peuples autochtones	43
iii. Conclusion	52

i. REMERCIEMENTS

La synergie OMGC et AFREWATCH voudrait s'acquitter du devoir moral, celui de remercier les nombreuses personnes ayant contribué à la réalisation de cette étude socio-économique. Nos sincères remerciements vont à endroit :

- ✓ Du consultant Boniface UMPULA pour les recherches, l'analyse des données récoltées et l'élaboration de ce rapport ;
- ✓ Des autorités politico-administratives du territoire de Manono qui ont été ouvertes et ont facilité la collecte des données sur terrain à Manono ;
- ✓ Des différentes parties prenantes au projet, nous pensons singulièrement aux membres des communautés locales des chefferies de Bakongolo et de Kiluba, les représentants des deux chefferies, les leaders communautaires, les grands chefs des chefferies de Bakongolo et de Kiluba, les autorités politico-administratives du territoires de Manono pour leur participation aux focus groupes, qui se sont prêtés aux interviews et accompagné le consultant lors des investigations de terrain ;
- ✓ Des membres de la synergie OMGC et AFREWATCH qui ont lu et enrichi la première mouture de ce rapport. Nous pensons plus particulièrement à Maître Jean Pierre OKENDA, Jean Pierre LWAMBA et Sarah MVITA et enfin;
- ✓ De l'équipe de mise en œuvre du projet «Faire entendre la voix de la communauté autour du projet de lithium à Manono», Georges LENGA de OMGC, Jacques KABULO et **Richard MUKENA, d'heureuse mémoire** d'AFREWATCH pour avoir mené des enquêtes préliminaires ayant servi de base à la réalisation de cette étude socio-économique.

i. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le présent rapport a été réalisé dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Faire entendre la voix de la communauté autour du projet de lithium à Manono ». L'étude a été menée auprès des communautés riveraines des gisements de lithium de Manono et visait à recenser les priorités des communautés dans la perspective de l'extraction de ces gisements et des négociations des cahiers des charges de responsabilité sociétale avec les compagnies industrielles qui ont obtenu les licences d'exploitation et celles qui sont en cours des négociations avec les autorités compétentes pour l'obtention des permis d'exploitation.

L'une des particularités de l'étude est qu'elle suscite l'engagement communautaire à travers la cartographie des besoins réels des communautés riveraines avant l'extraction proprement dite du lithium. Ceci permet de minimiser les impacts négatifs et maximiser des potentiels impacts positifs de l'extraction du lithium sur les communautés locales.

Les données ont été collectées auprès de 160 personnes dont 71 femmes et 89 hommes. Il s'agit notamment des habitants des villages qui composent les chefferies de Bakongolo et de Kiluba du territoire de Manono situé à 650 km environ au nord de Lubumbashi et plus de 400 km de Kalemie et créée au début du 20^e siècle, avec la mise en exploitation par les colons belges des gisements des minerais de cassitérite et d'étain. Mais peu à peu, avec la chute des cours, les années agitées d'après l'indépendance en 1960 et la mauvaise gestion, les équipements ont vieilli, la ville s'est endormie et le coup de grâce est venu de la guerre qui a accompagné la prise du pays en 1997.

A ce d'aujourd'hui, la cité de Manono est un territoire isolé et caractérisé par une pauvreté chronique empêchant les ménages à subvenir à leurs besoins les plus basiques, la malnutrition et les pandémies de choléra et de rougeole. Le taux de pauvreté de la province est de 88% (Gouvernement Provincial du Tanganyika, 2017). A titre de comparaison, au niveau national, 73% de la population vit avec moins de \$1,9 par jour.

Les principales activités économiques de la province sont l'agriculture, les cultures vivrières et la pêche, ainsi que le commerce. Pour la communauté minoritaire Twa, dont la majorité est sédentaire ou semi sédentaire, le manque d'accès à la terre et la réduction de la forêt contribue à la paupérisation de cette communauté. Nombreux d'entre eux travaillent comme des employés

journaliers dans les champs des membres de la communauté majoritaire de Bantu. Cependant, depuis la relance de l'artisanat minier, il s'observe un exode vers l'activité minière artisanale qui procure des gains plus rapides.

Ainsi, la relance de l'exploitation de lithium dans le contexte de la transition énergétique constitue une opportunité sans précédent susceptible de relancer le développement économique et social de la région. La relance peut induire la création d'emplois pour les jeunes, la construction et la réhabilitation des infrastructures d'intérêt communautaire.

Cependant, comme toute exploitation minière, le projet de lithium présente beaucoup de risques d'impacts négatifs sur la population qui découle de la nature même des minerais à exploiter mais également la technologie que les compagnies auront à utiliser dans le cadre de leurs activités. Les principaux risques auxquels est exposée la population locale de la région sont entre autres le risque de tarissement de la nappe aquifère et de la rivière Lukushi, la pollution d'eau et de l'environnement, la délocalisation ainsi que l'exacerbation des conflits intercommunautaires avec les communautés bantous et Twa. Le développement communautaire inclusif peut faire de l'exploitation du lithium un facteur catalyseur des efforts de réconciliation et de construction d'une paix durable entre les deux communautés antagonistes.

L'engagement des parties prenantes est crucial pour promouvoir la maximisation des impacts positifs en faveur des communautés locales et la minimisation des impacts négatifs potentiels. La protection des Droits des Humains avec accent sur les droits des femmes, de l'environnement et le partage équitable des revenus sont essentiels pour contribuer au développement économique et social durable dans la zone d'exploitation de lithium. Cette étude économique et les autres activités menées par la synergie contribuent à cet objectif ultime. Nos organisations ont identifié des besoins prioritaires en développement des communautés.

Les communautés vivant dans les chefferies de Bakongolo et de Kiluba ont eu à identifier leurs besoins prioritaires en termes de développement local, à savoir, la desserte en eau potable la fourniture de l'électricité à coût raisonnable, la réhabilitation des routes de desserte agricole, l'investissement dans la construction des écoles répondants aux normes, construites en matériaux durables avec toitures en tôles et équipées de tous les nécessaires et prendre en charge les frais de fonctionnement dont les salaires des enseignants afin de relever le niveau de l'enseignement au sein du territoire de Manono.

D'autres priorités concernent l'investissement dans le domaine de la santé par la réhabilitation et l'équipement en médicaments, matériaux et autres biens permettant au centre de référence de fournir le soin de santé de qualité en modernisant les anciens centres de santé existant dans les 5 localités de la chefferie de Bakongolo, y compris en construisant des nouveaux centres de santé, la création d'emplois pour les jeunes de Manono et de quatre villages constituant la chefferie de Bakongolo et les deux villages de la chefferie de Kiluba et leurs environs afin de contribuer à l'émergence de l'économie locale, investir dans la diversification de l'Agriculture Industrielle afin de mettre fin à l'agriculture vivrière et non diversifiée en vue de contribuer à l'auto-suffisante alimentaire dans la zone.

En termes de perspective pour la promotion du développement au sein du territoire de Manono en général et en particulier dans les chefferies de Bakongolo et de Kiluba, la synergie OMGC Afrewatch comptent poursuivre la structuration et la légalisation des CLD et CLS et mener des activités des plaidoyers en étroite collaboration avec les délégués des communautés riveraines y compris la coalition africaine sur les minéraux verts. En outre, la synergie envisage s'appuyer sur les conclusions de la présente étude en vue de mobiliser les décideurs et le public à tous les niveaux dans le but de faire entendre la voix des communautés autour de l'exploitation de lithium et par conséquent, de faire valoir leurs droits.

ii. Recommandations

Au regard de tout ce qui précède, nous formulons les recommandations suivantes adressées aux différents acteurs impliqués ou qui seront impliqués dans la mise en œuvre de l'exploitation de Lithium à Manono et dans ses environs en guise des solutions.

Au ministère des Mines et des affaires sociales de :

- S'assurer que les entreprises Dathcom et Manono Resource ont consulté les populations locales lors de la réalisation de leurs études d'impact environnemental et social, y compris en cas d'un éventuel processus de délocalisations à venir conformément aux dispositions du code minier et de
- son règlement, ainsi qu'aux standards internationaux en la matière ;
- De prendre toutes les mesures pour assurer que Dathcom et Manono se conforment aux dispositions du code minier et son règlement en matière d'engagement communautaire en organisant un processus de négociation et de signature des cahiers de responsabilités sociétales qui

tiennent compte des besoins prioritaires identifiés par les communautés de Bankongolo et de Kiluba elles-mêmes ;

- De s'assurer que le développement des projets d'exploitation de lithium se déroule dans le strict respect de la législation nationale et standard internationaux en matière des droits humains.

Au gouvernement provincial de Tanganyika :

- De s'assurer que les entreprises minières Dathcom et Manno Resource organisent des processus de négociation et de signature des cahiers des charges des responsabilités sociétales inclusifs participatifs tenant compte du genre et des minorités ainsi que des besoins prioritaires identifiés par les communautés de Bankongolo et de Kiluba elles-mêmes ;
- De capitaliser les différentes opportunités offertes par l'exploitation du lithium de Manono, notamment la quotité de 25 % de la redevance minière revenant à la province pour investir dans le développement des infrastructures modernes et de qualité d'intérêts communautaires afin d'améliorer les conditions de vie des populations.
- Appuyer les processus de négociation et de mise en place des structures ad hoc de gestion des revenus alloués aux entités locales.

A Dathocom et Manono Resource de:

- Mettre en place un mécanisme d'engagement communautaire afin de garantir l'engagement des communautés locales tout au long de cycle de vie des projets;
- Mettre en place un mécanisme de communication et d'engagement communautaire de nature à favoriser l'établissement d'une relation de confiance et durable avec les communautés locales riveraines ;
- Adopter des approches qui favoriser la consultation et la participative effective des communautés dans la prise des décisions qui auront un impact sur leurs vies tout au long de développement des projets tout en tenant du genre et la minorité;
- Garantir l'application effective des mesures de prévention des impacts négatifs des projets prévues dans les plans de gestion environnementale et sociale afin de réduire d'éventuels risques environnementaux tels que la pollution de la nappe aquifère et le tarissement de la rivière Lukushi qui constituent des sources de fourniture en eau des communautés de Manono et ses environs ;
- Mettre sur pieds des processus de négociation et de signature de cahier des charges des responsabilités sociétales inclusifs et participatifs permettant aux communautés de négocier équitablement et de s'assurer la prise en compte de leurs priorités.

Aux autorités locales de Manono de :

- Appuyer les processus de planification, des négociations de cahiers des charges et de mise en place des structures ad hoc de gestion des revenus alloués aux entités locales ;
- Faire respecter les Droits Humains des communautés locales par les entreprises minières, y compris garantir que celles-ci prennent en compte des besoins prioritaires identifiés par les communautés de Bakongolo et de Kiluba ;
- Capitaliser les différentes opportunités offertes par le projet d'AVZ à Manono, notamment la quotité de 15 % de la redevance minière revenant aux ETDs, le cahier des charges des responsabilités sociétales et de la dotation de 0,3% du chiffre d'affaires pour investir dans le développement des infrastructures modernes et de qualité d'intérêts communautaires afin d'améliorer durablement les conditions de vie des populations de leurs entités.

A la population locale :

- Jouer un rôle actif dans la gestion de l'exploitation des ressources de lithium, y compris documenter et tenir les autorités et les entreprises redevables des potentielles violations de Droits Humains et des engagements pris dans le cahier des charges ;
- De s'unir pour veiller ensemble à ce que le projet d'exploitation du Lithium d'AVZ contribue au développement durable de Manono et de ses environs et qu'il se conforme aux dispositions du code minier et des standards internationaux en ce qui concerne les droits humains et plus spécifiquement le droit à un environnement sain.

1. Introduction générale

1.1 Contexte de l'étude

La République Démocratique du Congo détient d'importantes réserves mondiales de lithium, minerais essentiels, à la transition des énergies fossiles vers les énergies vertes et renouvelables¹. Cette position reste stratégique car elle permet au pays non seulement de bénéficier de l'afflux des investissements et d'accroître la production des minerais de lithium mais aussi de se procurer des revenus importants qui pourraient promouvoir le développement socio-économique du pays en général et du territoire de Manono en particulier. Mais comme observé dans les chaînes d'approvisionnement du secteur de

¹ *L'Afrique et la RDC feront-elles de la ruée vers le lithium une opportunité de développement ? - Magazine d'actualité économique en Afrique | Mining and Business*

production de cuivre-cobalt, l'exploitation du lithium pourrait aussi avoir des impacts négatifs sur la vie des communautés locales².

Dans le souci de minimiser les impacts négatifs de l'exploitation de ce minerai et de faire profiter aux communautés pauvres de Manono des retombées positives de ce projet au profit du développement communautaire, les organisations OMGC et AFREWATCH ont mis sur pied le projet « *Faire entendre la voix de la communauté autour du projet de Lithium à Manono* ». Ce projet prévoit parmi les activités principales, la réalisation d'une étude socio-économique de la zone couverte par le projet d'exploitation de lithium dans le territoire de Manono.

Cette étude s'inscrit dans l'objectif de préparer les communautés de Manono dans l'identification de leurs besoins et priorités en matière de développement et dans le processus de négociation de leurs cahiers des charges respectifs avant le démarrage du processus d'élaboration du cahier des charges de responsabilités sociétales par les entreprises minières tel qu'exigé par le code minier.

L'étude évalue l'environnement social et économique des communautés qui sont susceptibles d'être affectées par le projet d'exploitation du lithium à Manono tout en identifiant les priorités en matière de développement de la cité de Manono et des différents villages situés dans les deux Entités Territoriales Décentralisées affectées ou susceptibles d'être affectées par les activités liées à l'exploitation du lithium qui sont les chefferies Bankongolo et Kiluba.

Le but ultime est d'assurer la prise en compte des besoins prioritaires des communautés lors de développement des projets d'exploitation de lithium, et en particulier, lors de négociations de (s) cahier (s) de charges de responsabilité sociétales avec l'entreprise titulaire du permis d'exploitation, et plus globalement, tout au long du développement du projet.

1.2 Objectifs de l'étude

De ce qui précède, l'étude socio-économique vise à (1) évaluer la situation socio-économique des villages et groupements susceptibles d'être impactés par les activités minières liées à l'exploitation du lithium, (2) structurer, quantifier

² *Rapport_conjoint_FI_CESCR_RDC_2022_(1).pdf (congominas.org)*

et prioriser les besoins des communautés en vue de favoriser l'intégration des composantes économiques et sociales dans le cahier de charges de responsabilités sociétales.

Et de manière spécifique, l'étude a pour objectifs de :

- Identifier tous les villages, les groupements et les communautés susceptibles d'être touchés ou impactés par les activités du projet AVZ ;
 - Identifier et décrire les caractéristiques de l'environnement socio-économique, l'historique des peuplements, démographiques, habitations et conditions de vie des populations de la zone couverte par la mise en œuvre du projet ;
 - Identifier et décrire les organisations sociales, paysannes et traditionnelles ;
 - Identifier et évaluer les infrastructures de base : infrastructures scolaires, routières sanitaires, électriques et hydrauliques et la communication des villages environnants le projet de lithium ;
 - Recenser les activités économiques (commerces locaux, destination des produits de la chasse et de collecte) et systèmes de production paysanne (agriculture, artisanat, chasse, pêche élevage, utilisation des ressources forestières ;
 - Identifier les besoins socio-économiques des communautés qui seront impactées par les projets de l'exploitation du lithium dans le territoire de Manono ;
 - Identifier les priorités de développement des communautés et d'amélioration de leurs conditions de vie ;
 - Identifier les éventuels impacts sociaux, économiques et environnementaux et les violations des droits humains commises par les entreprises exploitant le lithium à Manono ;
 - Utilisation (durable ou non) des ressources (produits vivriers, cultures de rente, ressources fauniques, ressources ligneuses et P.F.N.L etc.) ;
- Identifier les structures d'aide au développement local (organisation d'appui basées au niveau du village, associations, ONG, religions et croyances)

Approche méthodologique de la recherche

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, nous avons fait recours aux techniques d'enquêtes participatives qui nous ont permis à utiliser activement les connaissances et l'expérience des participants pour produire et enrichir des résultats de recherche qui sont à la fois informatifs et pratiques pour la communauté de Manono et la méthode qualitative nous a permis d'avoir une

meilleure compréhension de l'environnement dans lequel évolue les habitants de la cité de Manono et de la chefferie de Bakongolo et de Kiluba.

Cette démarche s'est articulée autour de cinq principales étapes ci-après :

- La préparation et la collecte des données ;
- L'analyse et la production du rapport préliminaire de l'étude ;
- La restitution des conclusions des enquêtes ;
- La rédaction du rapport final ;
- La capitalisation et la rédaction du projet de cahier des charges de responsabilité sociétales de Dathcom Mining SA.

1° La préparation et la collecte des données

En général, l'organisation des études socio-économiques nécessite des échanges entre les techniciens et les communautés susceptibles d'être impactées par le projet extractif. Ces échanges ont permis de s'accorder sur le déroulement de l'étude socio-économique sur le terrain et l'organisation de la réunion de restitution. A cet égard, la réalisation de l'étude comprend l'analyse documentaire, la collecte des données auprès des communautés et des organismes de développement, l'analyse des données et la production du rapport, la restitution des données préliminaires et la collectes des inputs des communautés et la validation.

Cela étant, l'étude socio-économique a été précédée d'une mission préparatoire réalisée du 09 au 16 décembre 2023 par les équipes de deux organisations OMGC et AFREWATCH³. Cette mission avait un double objectif, à savoir, d'une part, organisé une session de formation à l'intention des communautés locales afin de les introduire/ préparer sur le cycle de vie des projets miniers en général, les opportunités de développement y afférents ainsi que sur les types des défis qu'ils posent dans leur mise en place. Et d'autre part, mener une enquête préliminaire de l'étude socio-économique des communautés locales autour de l'exploitation de Lithium à Manono centre et ses environs auprès des autorités politiques, administratives, religieuses, traditionnelles, les services de l'Etat, les entreprises minières et les communautés locales qui seront impactées par l'exploitation du lithium.

A son tour, le consultant s'est appuyé sur une équipe de quatre consultants locaux dont un journaliste, un enseignant, un cadre de l'administration publique locale et un leader communautaire. Ces derniers ont aidé à collecter

³ Rapport de la mission effectué par l'équipe d'OGMC et AFREWATCH du 9 au 16 décembre 2023.

les données supplémentaires auprès des sources officielles, de AVZ et des communautés. Au moins 160 personnes ont été consultées dans le cadre de cette étude à Manono dont 71 femmes et 89 hommes à Manono et dans des villages de la Chefferie Bakongolo dont le chef-lieu de Groupement du grand village Luba.

Les données documentées ont été collectées dans les sites web de Cadastre minier, CTCPM, Ministères des mines, ITIE, etc.) et COMINIÈRE et du site web d'AVZ Minerals, l'actionnaire majoritaire de l'entreprise Dathcom Mining SA qui développe le projet d'Exploitation de Lithium à Manono. Les données de terrain ont été collectées auprès des autorités politico-administratives locales notamment l'Administrateur du territoire, les services d'urbanisme et habitat, le ministère de genre, famille et enfant, le ministère de l'environnement, le médecin chef de la zone de santé de Manono, l'Inspection et la division de l'enseignement primaire et secondaires et universitaire, des leaders locaux dont les responsables des églises catholique et protestantes, musulmanes et Kimbanguiste, les coopératives minières et agricoles, des organisations paysannes et les leaders communautaires, les journaliste et quelques membres des communautés qui seront impactées par l'exploitation du lithium. La collecte des données a été suivie du dépouillement des informations collectées dans la zone couverte par le projet. Les données ont été comparées et analysées à l'aide de logiciel XL-STAT.

2° La rédaction du rapport de l'étude socio-économique

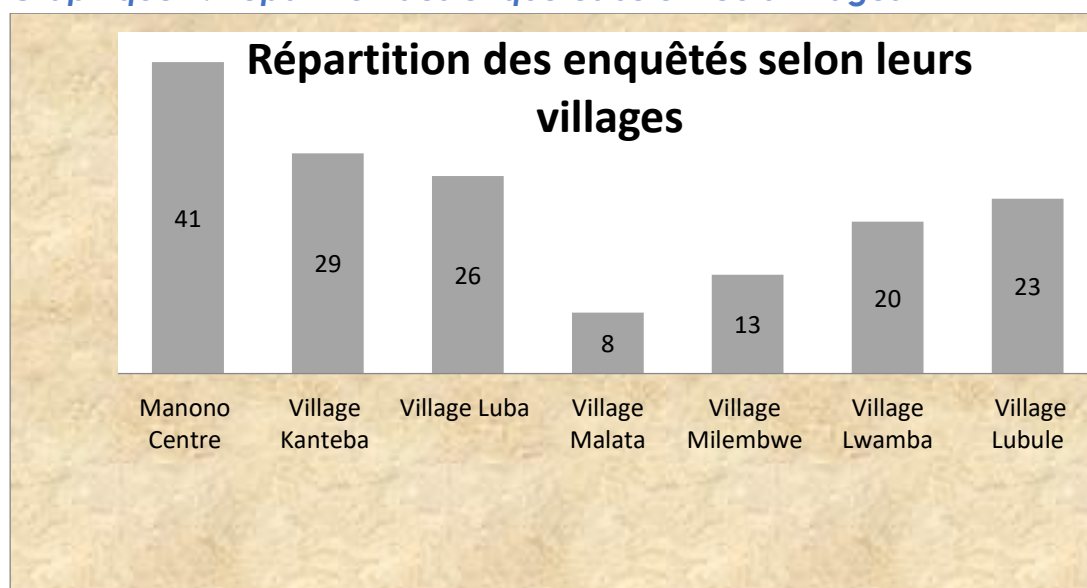
Après analyse des données collectées auprès des différentes sources, nous avons procédé à la production du premier draft du rapport de l'étude socio-économique. Celui-ci a été soumis à OMGC et Afrewatch pour relecture et formulation des observations. Les observations formulées ont été intégrées dans une version consolidée de l'étude plus tard soumise aux parties prenantes à Manono pour objection et validation.

3° Réunions de restitution des conclusions de l'étude socio-économique

Un atelier de restitution et de validation des conclusions de l'étude a été organisé à Manono le 23 octobre 2024 au profit des parties prenantes. La restitution a permis de présenter les principaux résultats obtenus lors de la présentation de l'étude socio-économique et de les faire valider par les parties prenantes, en particulier, les membres des communautés susceptibles d'être impactées par le projet de lithium. Il était particulièrement question de présenter aux populations la liste des besoins prioritaires identifiés par zones

avant la production du projet de cahier des charges. Au total deux sessions de validations des résultats ont été organisées dont l'une avec les autorités politico-administratives, et l'autre avec les délégués des communautés locales concernées par l'étude. Ainsi le graphique suivant, montre la répartition des villages qui ont eu part au processus de réalisation de l'étude socio-économique.

Graphique 1 : Répartition des enquêtes selon leurs villages



Le graphique ci-dessus suggère que un taux de participation de 26% d pour la cité de Manono Centre, 18% pour le village Kanteba, 16% de participants pour le village Luba, 14% de participants pour le village Lubule, 13% de participants pour le village Lwamba, 8% de participants pour le village Milembwe et 5% pour le village Malata.

La liste des participants et leurs profils ainsi que les procès-verbaux signés par toutes les parties sont publiées séparément comme annexe au présent rapport. Il sied de noter que cette étude a été réalisée dans la période allant de 09 décembre 2023 au 24 octobre 2024.

2. Bref aperçu des projets d'exploitation de lithium

Ce chapitre dresse un état de lieu de développement des activités extractives industries en perspective dans la région de Manono.

2.1 Projet de Dathom

Dathcom est une co-entreprise constituée entre Dathcomir Mining et Cominière, et dans laquelle AVZ est actionnaire majoritaire. Les partes sociales

sont détenues à raison de 65 % par AVZ International, 5% par Dathmir et 25% par Cominière, la société étatique gestionnaire des actifs de lithium de la RDC. AVZ Internationale est une filiale de l'entreprise AVZ Minerals d'origine australienne qui s'emploie à développer un méga projet d'exploitation du Lithium à Manono couvert par le permis d'exploitation n°13359 d'une superficie de 188 Kilomètres carrés, situé à 500 km au nord de Lubumbashi, au sud de la République démocratique du Congo (RDC), en Afrique centrale⁴. Le permis d'exploitation avait été repris par le gouvernement quelques mois son octroi induisant une série de contentieux entre les deux parties.

A la création de la coentreprise Dathcom, les parts sociales étaient réparties à raison de 70% pour Dathomir et 30% pour Cominière. Les parts de Cominière sont passées de 30% à 10% après les cessions de 5% et 15% à Dathomir et Zjin.⁵ Dathomir a à son tour avait cédé 65% de ses parts à AVZ International. Le programme de forage initial a confirmé l'immense taille des réserves et le potentiel du projet Manono Lithium. Sur la base d'une cartographie détaillée à l'échelle du prospect, des résultats de tranchées et de forages, et compte tenu de la taille et de la nature minéralisée des pegmatites de Manono, AVZ a généré une cible d'exploration comprise entre 300 et 400Mt de 1,25% à 1,5% des ressources minérales en mai 2019, et comprenant 269 millions à 1,65 Li₂O des ressources mesurées et indiquées. À cette taille, la Roche Dure constitue l'un des gisements de lithium en roche dure non exploités les plus importants et les plus riches au monde selon la compagnie⁶.

Cependant, à cause du différend sur la propriété de licence qui oppose AVZ Minerals à son partenaire la COMIERE depuis fin 2022, les activités de développement du projet d'exploitation du Lithium de Manono sont au ralenties.⁷

Les deux parties ont initié une série d'actions judiciaires interposées devant des juridictions congolaises et ont ensuite entamé des procédures devant la juridiction arbitrale de Paris. Au moment de la réalisation de cette étude, Cominière a repris ses droits miniers et cédé une partie de la concession à Manono Lithium, une co-entreprise créée avec le géant chinois déjà présente dans la filière de cobalt et de cuivre de la RDC. Manono Lithium Zijin s'est vu accordé une licence—permis de recherche 15775 qui a été dans un temps record converti en permis d'exploitation (PE) PE15775 par le gouvernement en

⁴ *Manono Project — AVZ Minerals Limited*

⁵ *Inspection Générale des Finances, rapport synthèse sur la gestion des actifs miniers de la RDC par l'entreprise Cominière S.A, septembre 2022.*

⁶ *Manono Project — AVZ Minerals Limited*

⁷ *Idem.*

mi-septembre 2024 au dépend des différends en cours entre les parties. Zijin et Cominière détiennent 61% et 39% des parts sociales dans la coentreprise⁸.

2.2 Projet de Manono Lithium SAS

Manono Lithium SAS est une Co-entreprise créée en 2023 et contrôlée à 61% par Jinxiang Lithium Limited, une filiale de Zijin Mining Group et 38% par la Cominière, une entreprise paraétatique congolaise. Ce n'est pas par appel d'offre tel que prescrit par le code minier mais plus tôt à la suite des négociations de gré à gré que Zijin a acquis le droit d'exploiter l'une des concessions de lithium la plus convoitée. La complexité de la bataille juridique entre AVZ et ZIJIN en dit long sur l'importance stratégique de la mine. Son site web, Zijin admet qu'elle a été invitée par COMINIÈRE à explorer et à développer conjointement le nord-est de la licence d'exploration, ce qui a conduit à la création de leur entreprise commune Manono Lithium SAS.

Contrairement à Dathocom qui a vu sa licence d'exploitation accordée puis retiré quelques mois plus tard, Manono Lithium a obtenu la sienne en septembre 2024.⁹ Le Permis d'Exploitation n°15775 a été acquis dans les circonstances controversées et entourées par de graves allégations de corruption. Zijin dit avoir convenu du paiement de 33,44 millions de dollars pour l'acquisition de 61 % d'intérêts dans le projet et de 70 millions USD au titre du soutien des efforts d'aide humanitaire pour les populations impactés par le développement du projet.¹⁰ Sauf que l'organisation non gouvernementale en question n'est pas connue du milieu de la société civile. En revanche, elle est étrangement dirigé par Jean-David E'Ngazi, un administrateur de la Cominière.¹¹

Le projet vise un achèvement de la construction deux ans après la finalisation de l'étude de faisabilité et du plan de financement. Le développement d'un parc industriel de fonderie de lithium est prévu en parallèle. Une De plus, Zijin va rénover et exploiter la centrale hydroélectrique de Mpiana-Mwanga située à proximité, le seul projet de production d'énergie de la région de Manono. Cette centrale devrait fournir une importante quantité d'énergie verte pour les opérations durables et à faible émission de carbone du projet.

⁸Ibidem

⁹<https://mines.cd/manono-lithium-sas-obtient-un-permis-dexploitation-miniére/>

¹⁰https://www.mediacongo.net/article-actualite-128892_l_exploration_a_manono_la_compagnie_miniere_chinoise_zijin_mining_va_developper_l_un_des_plus_grands_gisements_de_lithium_au_monde.html

¹¹<https://www.beto.cd/actualite/la-rdc-a-la-une/2024/05/13/la-rdc-des-hauts-fonctionnaires-et-des-interets-chinois-cites-dans-un-scandale-a-70-millions-usd.html/162470/>

3. Présentation de la zone riveraine de l'exploitation de lithium

Le gisement de lithium environs la cité de Manono et ses deux chefferies de Bakongolo et de Kiluba. La cité de Manono est située à plus de 600 Km de la ville de Lubumbashi et plus de 400km de Kalemie, le chef-lieu de la province de Tanganyika. Selon les informations concordantes, le projet d'exploitation de Lithium de Manono impactera trois grandes entités administratives dont la cité de Manono et les deux Chefferies de Bakongolo et de Kiluba.

4.1 Aperçu historique de Manono et des chefferies Bakongolo et Luba

A l'instar des autres cités minières de l'ex-Grand Katanga, l'histoire de la cité de Manono est inextricablement liée à l'exploitation des minerais d'étain par la défunte « Geomines » dans les années 1920. En 1970, Géomines a été nationalisée pour devenir « Zaïre Etain ».

L'exploitation industrielle de l'étain a induit l'urbanisation de la zone avec la construction de plusieurs infrastructures modernes notamment :

- La création de près de 5000 emplois, la construction des camps modernes de travailleurs et d'une agglomération résidentielle ;
- La construction du barrage hydroélectrique de MPIANA MWANGA qui alimentait les usines de l'ex-Zaïre étain et la cité de Manono et ses environs ;
- L'usine de traitement métallurgique des minerais d'étain qui produisait de l'étain à plus de 90% de pureté ;
- La construction de l'aérodrome de Manono doté d'une piste en terre battue ;
- Quelques industries manufacturières et brassicoles ;
- La construction du chemin de fer reliant la cité de Manono au port fluvial de MUYUMBA à 45 km de la cité sur le fleuve Congo. Ce port fut l'unique voie d'approvisionnement et d'évacuation des minerais allant du port sur le fleuve Congo vers celui de Bukama, et à partir duquel les minerais extraits étaient acheminés par chemin de fer vers Lubumbashi ou au port maritime de Lobito en Angola ;
- La construction de la route Manono-Lubumbashi longue de 652 Km et celle de Kalemie -Manono longue de 433 Km reliant la cité au port de Kalemie sur le lac TANGANYIKA et ouvrant une voie d'évacuation et d'approvisionnement par la Tanzanie au port de DAR ES SALAM.

C'est la période glorieuse de la cité dont l'étendue de la concession minière est comprise entre les chefferies Bakongolo et Kiluba. Cependant, la chute de prix d'étain dans les années 80 a entraîné la faillite de Zaïre Etain et consécutivement l'arrêt de toutes les activités économiques ainsi que la dégradation du tissu industriel. Cette situation a plongé la cité dans la pauvreté extrême durant des décennies. La cité de Manono était devenue une cité quasi-fantôme.¹²Le regain d'intérêt de lithium, y compris d'étain sur le marché international et le développement des projets industriels à grande échelle suggèrent des perspectives prometteuses.

D'ores et déjà, la relance des activités minières augure la relance socio-économique bien que relativement significative notamment :

- La construction d'une centrale solaire en renfort aux générateurs diesel qui approvisionnent gratuitement en électricité une bonne partie de la cité en électricité dont les quartiers Lukushi, Luvua et Makomeno;
- La réhabilitation de l'aérodrome, des routes d'accès sur le territoire et la cité de Manono, y compris la route Manono-Lubumbashi. Il faut préciser que la réhabilitation de la route Lubumbashi Manono a finalement été attribuée à l'entreprise d'origine chinoise CREC 9, une entreprise sœur à Manono Lithium. Cette dernière a réussi d'asphalter près de 200 Km dans moins d'une année selon les responsables de Manono lithium. Les travaux se poursuivront jusqu'à Kalemie en passant par Manono. Les travaux sont censés prendre fin décembre 2024 pour faciliter l'évacuation des minerais principalement de Manono Lithium et des autres entreprises du Groupe Zijin ;
- Le flux migratoire important d'exploitants miniers artisanaux et d'opérateurs économiques est à ce jour estimé à près de 16000¹³;
- L'installation des comptoirs d'achat de minerais de cassitérite et de coltan a entraîné un flux d'argent qui a influencé l'ouverture des agences de deux grandes banques du pays telles que la RAWBANK et Trust Merchant Bank (TMB) ;
- La redynamisation du trafic routier entre Lubumbashi et Manono faisant ainsi de Lubumbashi la ville principale d'approvisionnement en produits manufacturiers, de construction, en produits pétroliers et autres biens et services. Grâce au revenu de l'exploitation minière artisanale, les entrepreneurs locaux se dotent davantage des moyens de transport importants dont des grands camions de grand tonnage qui réalisent les échanges avec Lubumbashi en alimentant Manono avec des produits

¹² *Idem*

¹³ *Chiffre recueilli du président des creuseurs artisanaux de Manono lors de son entretien avec le consultant en date du 24 septembre 2024.*

pétroliers et manufacturiers divers contre les produits agricoles et les minerais de l'exploitation artisanales ;

- L'intensification du transport routier par moto dans le transport local et entre villages en remplacement des vélos jadis utilisés comme moyen de transport ;
- Un fait marquant dans la cité, c'est l'intensification des constructions immobilières privées en matériaux durables d'hôtels, restaurants et résidences et de moins en moins des maisons à brique en terre et toit en paille.

4.2 Organisation administrative du territoire Manono

Carte du territoire de Manono¹⁴



L'image ci-haut est celle de la carte du territoire de Manono. Elle fournit les informations sur les limites territoriales avec les territoires voisins qui sont Kabalo, Nyunzu au Nord, Kalemie, Moba et Pweto à l'Est, Mitwaba et Malemba-Nkulu au Sud, ainsi que le territoire de Kabongo. A l'intérieur, il est composé des secteurs de Kamalondo, Luvua, Niembakyofo et des deux chefferies Bankongolo et Kiluba concernées par le projet d'exploitation de lithium de Manono.

¹⁴République démocratique du Congo - Province de Tanganyika - Territoire de Manono Carte des Chantiers Routiers, 07 octobre 2019 - Democratic Republic of the Congo | ReliefWeb

La cité de Manono, le chef-lieu du territoire et les Chefferies de Bakongolo et Kiluba sont toutes trois des entités territoriales (ETDs) faisant partie du territoire de Manono, dans la province de Tanganyika issue du démembrement de l'ex-province du Katanga en 2015.¹⁵ Ainsi, étant le Chef lieux du territoire de Manono, la cité devrait à ce jour avoir acquis le statut d'une ville, ce qui n'est pas encore le cas.

Nonobstant le fait que la cité n'ait encore obtenu le statut d'une ville, à la différence de la Chefferie de Bankongolo, la cité de Manono s'est tout de même dotée d'un Comité Local de Développement (CLD) comme le recommande la loi sur la territorialité pour appuyer le développement à travers le Plan Local de Développement (PDL). Ce dernier est chapeauté par un clergé qui est un prêtre de l'Eglise Catholique. Mais celui-ci n'a pas encore commencé à jouer pleinement son rôle faute des moyens et de connaissances sur la loi en la matière, plus particulièrement les obligations sociales et environnementales des entreprises extractives, le droit des communautés impactées par un projet minier, l'organisation et le fonctionnement administrative et financière d'un CLD et CLS et le développement communautaire ainsi que les outils de gestion de programme de développement communautaire. Mais la cité ne disposait jusqu'au moment de l'élaboration du présent rapport d'un Comité Local de Suivi pour superviser l'exécution des projets repris dans le PDL et le respect de la loi et des procédures administratives, financières et voire même techniques en fonction de la nature des projets.

En revanche, la chefferie de Bakongolo comprise dans la concession du projet est une entité territoriale décentralisée parmi les 5 autres entités territoriales décentralisées qui composent le territoire de Manono,¹⁶ tandis que la cité est subdivisée administrativement en 5 quartiers.¹⁷ Elle ne dispose pas encore d'un Comité Local de Développement (CLD) pour appuyer le développement au niveau de la chefferie) ni d'un Comité Local de Suivi (CLS) pour assurer le suivi dudit développement. Cette situation est inquiétante dans la mesure où à ce jour, il y a plus de trois grands projets industriels qui sont en train de s'installer dans la zone qui ont certes mis beaucoup des moyens pour soutenir le développement local de cette entité.

¹⁵La réforme constitutionnelle de 2006 a consacré le découpage territorial de la RDC en 25 provinces plus la ville de Kinshasa. Aux termes de cette constitution, tous les Chefs-lieux de districts devraient avoir le statut de villes.

¹⁶La chefferie KILUBA, les secteurs de KAMALANDO, KYOFWE, LUVUA et NYEMBA.

¹⁷Quartiers –Suya, Kalulu-Minono, Luvwa, Lukushi et Mazyondo auxquels s'ajoutent des nouvelles agglomérations nées de la croissance démographique de la cité : Bel-air, Madjengo-Mapya, Cadastre et SoleilL

Quant à la chefferie Kiluba, elle est la troisième entité du territoire qui sera impactée par les activités liées à l'exploitation du lithium. Mais seuls deux de ses villages seront impacts à savoir Mpungwe et Lubune. Comme pour le cas de Bakongolo, la chefferie ne dispose pas de CLD pour appuyer le programme de développement local, ni de CLS pour en assurer le suivi. Le territoire de Manono compte parmi les 6 territoires de la province de Tanganyika.¹⁸

Les chefferies et les secteurs forment la charpente de l'organisation administrative et les niveaux d'autorités administratives et coutumières. La structure de dirigeants traditionnels et administratifs est complexe et très hiérarchisée en RDC.

Le chef du secteur est nommé par un arrêté du ministre de l'intérieure avec le statut d'un fonctionnaire de l'Etat pour diriger les groupements qui n'ont pas des liens de sang qui se subdivisent à leur tour en localités. Les chefferies sont dirigées par les autorités traditionnelles—coutumières établies sur une base successorale. Ils dirigent leurs communautés subdivisées en plusieurs groupements et ces derniers, à leur tour sont subdivisés en terres ou villages dirigés par les chefs de terres ou de villages dont la caractéristique principale est le lien de sang avec le chef de chefferie.

Il est à noter que depuis un certain temps, le territoire de Manono connaît des conflits récurrents de terres entre les ethnies bantoues et le peuple Twa (les pygmées) entraînant des affrontements sanglants avec des villages brûlés. Il s'observe une accalmie et le retour à la paix règne sur tout le territoire de Manono. Toutefois, une répartition inéquitable de la rente minière et des opportunités y afférentes peut potentiellement raviver le conflit.

4.3 Situation géographique du territoire de Manono

Le territoire de Manono est l'un des 5 territoires de la province de Tanganyika est située au Sud-est de la République démocratique du Congo¹⁹ avec une superficie de 134 940 km².

Selon la même source, le climat du territoire est du type Tropical Humide avec 2 saisons (la saison sèche allant de juin à août et la saison pluvieuse de septembre à mai) avec une pluviométrie moyenne de 1.300 mm /an. Le mois de décembre est le plus pluvieux et le mois de juillet est le plus sec.

¹⁸*Territoires de Kabalo, Kongolo, Manono, Moba et Nyunzu et la ville de Kalemie, le chef-lieu de la province de Tanganyika.*

¹⁹ PNAAV513.pdf (usaid.gov)

En ce qui concerne, l'hydrographie, le territoire a 3 grands bassins hydrographiques à savoir le Fleuve Congo appelé Lualaba, la rivière Luvua et la rivière Lukushi. La végétation du territoire de Manono est répartie en deux catégories distinctes : les formations forestières et les formations herbeuses, lesquelles donnent lieu à un certain nombre de types de végétation : steppes sur hauts plateaux ; forêt de divers types des régions montagneuses. Le territoire possède des nappes phréatiques abondantes et leurs eaux sont souvent de bonne qualité. Il y a lieu d'épingler aussi la présence des sources d'eaux souterraines : froides, chaudes, thermales, salines, thermos minéraux. Le sous-sol du territoire est riche en minerais stratégiques et diversifiés (Cassitérite, le charbon, l'or, le Coltan, le calcaire, le cuivre, le cobalt, le lithium, la granite, le germanium, le rhénium, Plomb) dont les plus importants sont les suivants :

- LITHIUM : Le territoire de MANONO détient un gisement de plus 400 Millions des tonnes et est la première réserve mondiale de cette matière très importante.
- COLTAN : Le territoire de Manono détient à ce jour 31% du gisement sur le 65% des réserves de minerais de Coltan que détient la RDC sur l'échiquier continental.

Depuis les années 2000, le territoire connaît une expansion de l'exploitation minière artisanale entraînant un flux migratoire interne et externe. Faisant en sorte que la cité de Manono connaît une croissance significative de sa population passant de 37 136 habitants en 1975 à près de 859 000 habitants en 2015.²⁰

En plus des personnes physiques qui viennent à la recherche des mines artisanales, il s'observe également un afflux des nouveaux investisseurs miniers sur le minerais de lithium répertorié en grande quantité dans une roche dure de pegmatite. Les deux entreprises Dathocom et Manono Lithium SAS présentées ci-dessus figurent parmi les projets industriels sont encours d'implémentations en phase des études de faisabilité et bientôt de développement, voire même en construction. Dans moins d'une année, Manono Lithium a complété ses études géologiques, de faisabilité et d'Impact environnemental et social et a même obtenu son permis d'Exploitation (PE), suivi de l'entreprise United Cominière qui dispose d'un projet de recherche sur tous les remblais de lithium

²⁰ <https://www.city-facts.com/manono-katanga/population>

Caractéristique Démographique

4.4.1 Profile démographique et flux migratoires

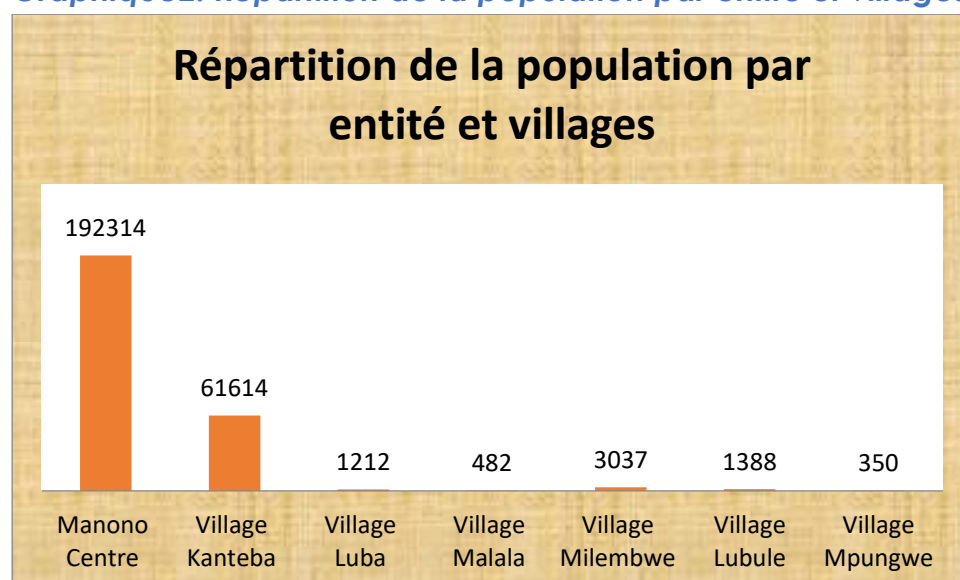
Selon une enquête démographique de l'UNICEF de 2018, globalement, la situation démographique du territoire de Manono se présente comme ci-dessous.

Tableau 1: **Description Démographique du territoire de Manono**

Superficie :	134 940 Km ²
Population en 2017	3,3 Millions d'habitants
Densité moyenne de la population	24 hbts/Km ²
Espérance de vie en 2017	53,4 ans
Population rurale	67%
Population de moins de 18 ans	56%
Taille moyenne des ménages	4,9
Nombre moyen d'enfants /femmes	7,1

La répartition de la population par entité et âge à Manono et dans les 5 villages de la chefferie de Bankongolo selon les données collectées auprès de l'administration du territoire se présente à ce jour comme suit :

Graphique2: Répartition de la population par entité et villages



Source : Données collectées auprès du bureau de l'habitat du territoire de Manono

L'analyse des données reprises dans le tableau démontre que sur 3,3 millions de la population que compte le territoire de Manono dans son ensemble, Manono Centre et les villages Kanteba, Luba, Malata Milembwe, Lubule et

Mpungwe ont respectivement : 192314 habitants, 61614 habitants, 1212 habitants, 482 habitants ,3037 habitants ,1388 habitants et 35 habitants . Et la population jeune dont l'âge varie entre 0 et 18 ans et en âge scolaire se présente aussi comme suit : 22306 garçons et 24340 filles pour Manono centre, 15454 garçons et 22356 filles pour Kanteba, 447 garçons et 680 filles pour Luba, 200 garçons et 204 filles pour Malata ,800 garçons et 940 filles pour Milembwe, 325 garçons et 274 filles pour Lubule et 94 garçons et 60 filles pour Mpungwe.

4.4.2 Répartition ethnique de la province Tanganyika

Et enfin, la répartition ethnique par Territoire et par langues parlées dans la nouvelle province de Tanganyika se présentent comme ci-après :

Tableau 2: Répartition ethnique de la province de Tanganyika

N°	Territoire	Ethnie
1	Manono	Luba, Kunda, Twa

Source : Données de la chefferie de la province de Tanganyika

En outre, la langue la plus dominante sur toute l'étendue du territoire de Manono est le Luba, suivi du swahili qui est la principale langue qui permet les échanges entre les personnes de langues et cultures différentes. `

4. Situation sociale du territoire de Manono et des chefferies Bakongolo et Kiluba

Ce chapitre dresse un état de lieu des infrastructures de la cité de Manono et de deux chefferies de Bakongolo et Kiluba. Il s'agit bien évidemment du nombre, états et couverture des besoins en infrastructures sanitaire, éducationnelle et routière.

5.1 Infrastructures sanitaires

Manono dispose de plusieurs centres de santé privés et d'un hôpital public de référence qui offre un plateau technique assez diversifié avec des services de pédiatrie, gynécologie obstétrique, médecine interne, chirurgie, Urgence, Maternité, Laboratoire, Pharmacie et Radiologie. Le Centre de référence de Manono a une capacité de 150 lits. Mais selon les responsables de cette structure sanitaire, l'hôpital souffre d'un sérieux problème d'équipements vétustes. Il a besoin d'être équipé en matériaux suivants : kit d'accouchement, chirurgie, lits petite chirurgie, lits d'hospitalisation, tensiomètre, stéthoscope,

tambour stérilisateur à pression, balance Salter, potence pour perfusion, Blanchard et ambulances²¹.

Selon les données de la zone de santé de Manono de 2023 communiquées par le médecin précité, les maladies les plus récurrentes dans la zone sont le paludisme, la diarrhée, la fièvre typhoïde, la rougeole et la bronchite. On y note aussi plusieurs cas de malnutrition qui touche beaucoup plus les enfants²².



Photo de devant de l'hôpital de référence de Manono prise par le consultant

²¹Propos recueillis lors de l'entretien avec le médecin chef de zone de Manono en date du 16 mai 2024.

²²Idem.



Photo de l'arrière de l'hôpital de référence de Manono prise par le consultant

Les chefferies de Bakongolo et Kiluba ont aussi plusieurs centres de santé privés disséminés dans les villages respectifs. Mais il est à noter que pour des cas compliqués, les habitants de ces chefferies se réfèrent à l'hôpital de référence de Manono. Il faut signaler que les déplacements pour des cas compliqués des habitants des villages qui composent Bakongolo et Kiluba vers le centre de référence de Manono posent beaucoup des problèmes dans la mesure où le centre de référence de Manono ne dispose pas des ambulances.

5.2 Infrastructures et services d'éducation et d'enseignement universitaires

La cité de Manono et les différents villages qui compose les chefferie Bakongolo et Kiluba regorgent des établissements scolaires organisant tous les cycles scolaires allant des cycles maternels, primaire et secondaire. Des écoles de confessions religieuses comme catholique, méthodiste et protestante ; des écoles publiques et quelques initiatives privées.

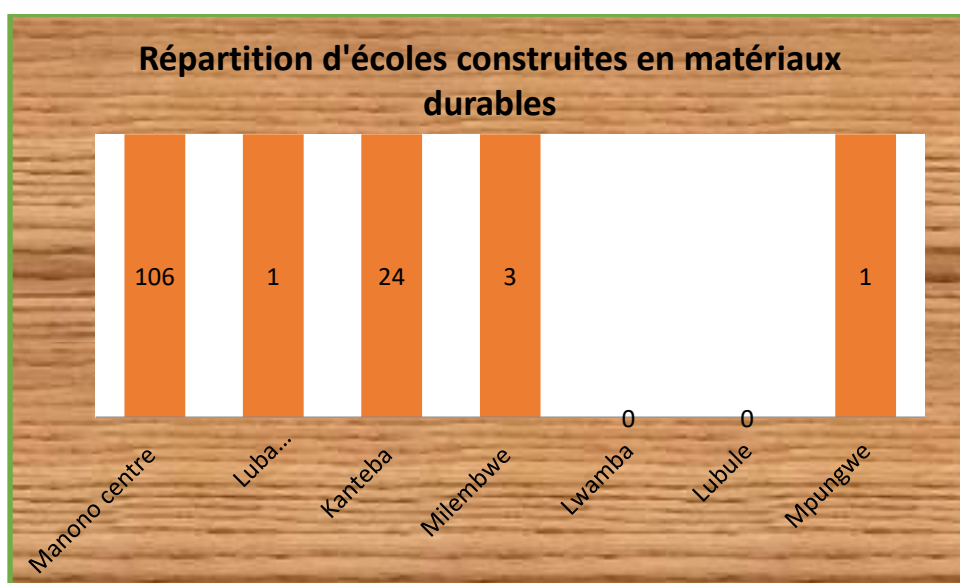
Écoles construites en matériaux durables

Selon l'Inspection de l'enseignement primaire et secondaire de Manono, le tableau ci-dessous dresse un état de lieu des infrastructures scolaires et éducatives du territoire.

Tableau 3: Les nombres des écoles construites en matériaux durables par chefferies et villages

Nombres d'Ecoles					
Rubriques	Écoles maternelles	Primaires	Secondaires	Technique	Total
Manono centre	4	56	46	27	106
Luba /Bakongolo	0	1	0	0	1
Kanteba	1	10	9	4	24
Milembwe	0	1	1	1	3
Lwamba	0	0	0	0	0
Lubule	0	0	0	0	0
Mpungwe	0	1	0	0	1

Graphique 3: Répartition d'écoles construites en matériaux durables



Selon les données reprises dans le tableau ci-dessus, Manono centre dispose de 106 écoles au total dont 4 écoles maternelles, 56 écoles primaires, 46 écoles secondaires et 27 écoles techniques. Manono centre est suivi du groupement Kanteba qui dispose à son tour de 24 établissements scolaires dont 1 école maternelle, 10 écoles primaires, 9 écoles secondaires et 4 écoles techniques, suivi du groupement de Milembwe qui ne dispose que de 3 écoles dont 1 école primaire, une école secondaire et une école technique. Le groupement de Luba ne dispose que d'une école primaire pour tout le groupement, tandis que le groupement de Mpungwe n'a qu'une école qui n'ont que 3 classes chacune, et enfin les groupements de Lubule et de Lwamba qui ne disposent d'aucune école.

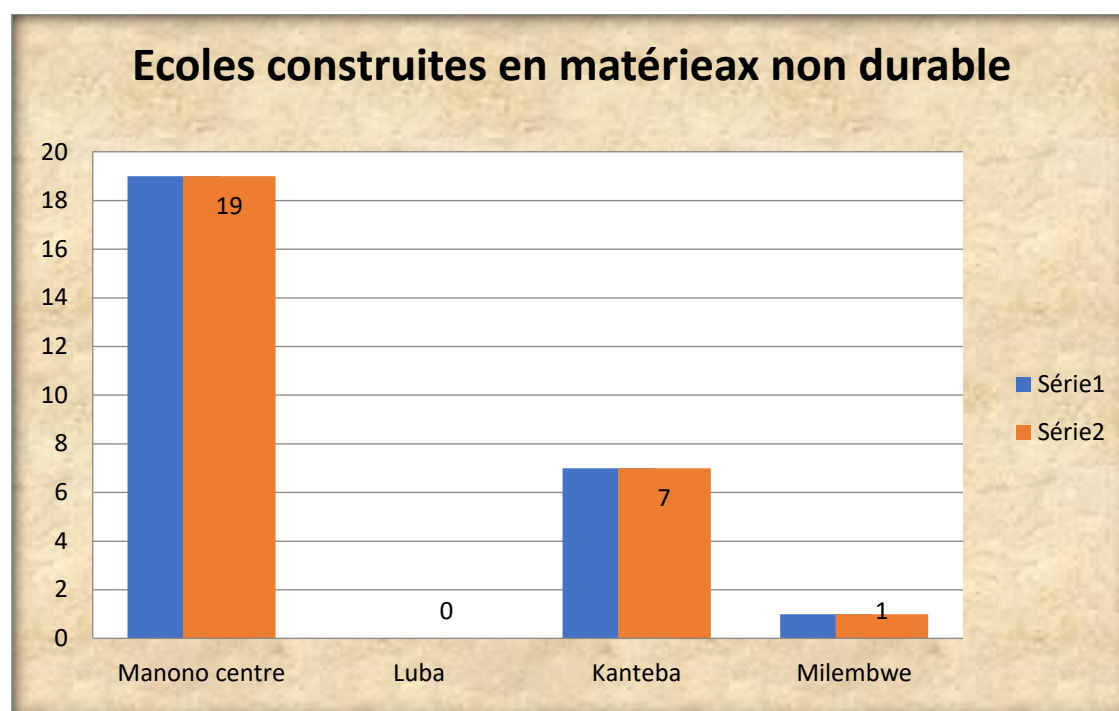
5.2.1 Écoles construites en matériaux non durables et en chaumes

L'Inspection de l'enseignement primaire et secondaire de Manono décrit la situation ci-dessous.

Tableau 4: Nombres d'écoles construites en matériaux non durables et en chaumes par chefferies et villages

Rubriques	Ecoles en chaumes	En matériaux non durables
Manono centre	19	19
Luba	0	0
Kanteba	7	7
Milembwe	1	1
Mpungwe	0	1

Graphique 4 : Répartition d'écoles construites en matériaux non durables



L'analyse des données reprises dans les tableaux n° 3 et 4 relève que sur les 106 écoles que compte Manono centre, seules 68 écoles sont construites en matériaux durables et leurs toitures sont couvertes par des tôles. Le reste est soit en matériaux non durables (19) soit en chaumes (19). Il en est de même de Kanteba dont 7 écoles sont en chaumes et 7 en matériaux non durables. Et deux de trois écoles de Milembwe sont en matériaux non durables et en chaumes, une seule est construite en matériaux durables et Mpungwe n'a qu'une seule école primaire de 3 salles de classes



Photo de l'institut Tukankamane prise par consultant



Photo de l'Institut Nkulu Mupenda de Kanteba.

Il appert d'ajouter que toutes ces écoles sont généralement vieilles, mal équipées et présentent un état de délabrement très avancé. Et le personnel enseignant n'est pas bien traité, ni bien encadrés et encore moins suffisamment motivés pour donner un enseignement de qualité conformément aux standards de l'UNESCO.

5.3 Institutions universitaires

Au niveau de la cité de Manono, quelques établissements d'enseignement supérieur et universitaire fonctionnent dans des infrastructures soit de location ou encore propre avec un corps professoral venant soit de Lubumbashi ou d'autres lieux.

Tableau 5: Les établissements d'enseignement supérieur et universitaire à Manono

N°	Nom	Type	Facultés/Département
1.	Université de Manono (UMA).	Extension de l'Université de Lubumbashi sous logée dans des bâtiments de Maman Olive.	- Faculté des sciences humaines, Développement et action humanitaire ESPEA, Droit, Psychologie et science de l'éducation; - Faculté des Sciences exactes : Informatique, électricité, agronomie, géologie et électromécanique ; - Faculté de santé : Pédiatrie, soins généraux, épidémiologie, santé publique, santé communautaire.
2.	Institut Supérieur Pédagogique (ISP)	Institution publique	- Faculté des sciences et technologies (Information, Géographie, médecine vétérinaire ; - Faculté de lettres et Arts ; - Faculté de sciences de l'homme et de la société ; - Facultés de sciences économiques et de gestion commerciale et administrative ; - Faculté des sciences de l'enseignement.
3.	Institut Supérieur des Techniques Médicales (ISTM)	Institution publique	- Sciences biomédicales ; - Sciences infirmières.
4.	Institut Supérieur de Théologie Evangélique	Institution privée	- Théologie ; - Sciences agronomiques ; - Informatique de réseaux ; - Communication sociale et de la presse ; - Développement communautaire.

	de Manono (ISTEMA)		
5.	Université Notre Dame d'Afrique (UDA)	Institution privée supérieur privé	- Faculté des sciences humaines : ESPA, - Domaine des sciences techniques : Informatique, électricité, agronomie, géologie et électromécanique ; - Faculté de lettre. - Faculté de santé : Pédiatrie, soins généraux, épidémiologie, santé publique, santé communautaire. - Faculté de science agronomique - Faculté de sciences économiques. - Faculté de droit.
6.	L'institut supérieur de développement rural (ISDR)	Institution publique	Fermé

Source : Données de l'administration du territoire de Manono

Ces différentes universités publiques et privées sont confrontées à des problèmes de fonctionnement et ont besoin d'être appuyées en locaux, Équipements et frais de fonctionnement. L'université de Manono n'a même pas des bâtiments propres. Elle est sous-louée dans des bâtiments privés. Les frais académiques qui sont l'unique source de financement pour ces institutions ne sont pas régulièrement recouverts à cause de la pauvreté dans laquelle vit la population de la cité de Manono et des villages qui composent les chefferies de Bakongolo et Kiluba susceptibles d'être impactées par l'exploitation du lithium en particulier et en général tout le territoire. Les subsides de l'État aux universités publiques sont quasi-inexistants. C'est même suite à ces problèmes que l'institut supérieur de développement rural (ISDR) a du fermé ses portes.

5.4 Équipements d'accès en eau potable

La desserte en eau potable à Manono centre, dans les chefferies de Bakongolo et Kiluba est un casse-tête. Une petite centrale de la Régie des eaux vétuste et datant de l'époque coloniale et mal entretenue arrive à fournir à peine l'eau à quelques maisons du quartier Lukushi à Manono. Pendant la recherche, nous avons appris que cette station a cessé de fournir

l'eau depuis près d'une année. Et pour pallier à cette situation, la majorité de la population s'approvisionne dorénavant à partir des puits traditionnels et bornes fontaines construites par les organisations humanitaires ayant opéré dans la zone et des anciennes entreprises installées dans la zone à l'instar de MMR. L'ensemble des villages qui composent les chefferies de Bakongolo et Kiluba est approvisionné en eaux potable comme suit :

Tableau 6 : Source d'approvisionnement en eau potable par village de la chefferie Bakongolo et de la chefferie Kiluba

N°	Villages des chefferies Bakongolo et de Kiluba	Source d'approvisionnement en eau (potable)
1.	Village Luba	Fontaine Marcel
2.	Village Malata	Source de la rivière Lukoshi
3.	Village Kanteba	Puits traditionnels
4.	Village Milembwe	Puits traditionnels
5.	Village Lwamba	Puits traditionnels
6.	Village Lubune	Puits traditionnels
7.	Village Mpungwe	Puits traditionnels

Source : Données communiquées par l'Administration du territoire de Manono au consultant



Photo de la borne fontaine alimentant la population du quartier Lukushi à Manono en eau potable.



Photo de la borne fontaine qui alimente le village Kanteba en eau potable prise par le consultant.

6 Situation économique de Manono, Kiluba et Bakongolo

La population du centre de Manono, comme celle de la chefferie Bankongolo et de celle de Kiluba est dans un état de pauvreté pour la grande majorité. Elle a comme activités génératrices des revenus l'agriculture, le commerce, l'élevage, la pêche (dans les étangs) et l'exploitation artisanale des minerais (cassitérite, coltan...). Depuis 2017, Dathcom et Manono Lithium ont créé un millier d'emplois occasionnels. Entre 2016 et 2021, avec Dathcom avec AVZ comme actionnaire majoritaire a créé 900 emplois occasionnels dans les activités de forage, de rénovation et de développement des infrastructures²³. En revanche, les chiffres concernant les emplois créés par Manono Lithium sont inexistantes. Manono Lithium SAS s'est installée dans la zone légèrement après l'arrivée de Dathcom.

Ces activités regroupent trois secteurs primaires, secondaires et tertiaires.

6.1 Secteur primaire

Par secteur primaire, il faut entendre l'ensemble d'activités économiques basées sur la production des ressources naturelles sans aucune transformation. Ce secteur comprend l'Agriculture, la pêche, l'élevage, la chasse et l'exploitation minière artisanale.

6.1.1 Activités agricoles

Compte tenu de la fertilité du sol et du climat tropical avec une saison pluvieuse prolongée qui caractérise le territoire de Manono, le centre de Manono et la chefferie Bakongolo présentent une potentialité agricole

²³AVZ, rapport sur le développement durable 2020-2021, p.34

incontournable. On y pratique les cultures vivrières notamment le manioc, la patate douce, les arachides, les maïs et le riz etc²⁴. Mais de plus en plus, la population abandonne l'agriculture pour se mettre à l'exploitation artisanale de minerais jugée plus rentable. Une expérience de la culture de riz est réalisée avec beaucoup de succès et de plus en plus dans les marais, on voit émerger des champs de riz qui est un fait nouveau dans la contrée.

6.1.2 Activité d'élevage

Il se tient un élevage familial de petit bétail pratiqué par la population locale. Cet élevage concerne, les caprin, les volailles, etc.²⁵. Toutefois, cette activité n'est pas suffisamment développée au centre de Manono et dans la chefferie Bakongolo.

6.1.3 Activité de pêche

L'activité de la pêche n'est pas développée dans le centre de Manono et dans la chefferie Bakongolo compte tenu de l'insuffisance des poissons dans les rivières et étangs environnants²⁶. C'est ainsi que la population du centre de Manono s'approvisionne en grande parties des poissons provenant de la chefferie Kiluba, du territoire voisin de Malemba-Nkulu et de la ville de Lubumbashi.

6.1.4 Exploitation minière industrielle et artisanale

Selon plusieurs sources concordantes, bien que l'activité qui rémunère soit l'agriculture, des jeunes s'en détournent dans leur quête de l'argent rapide pour descendre dans les galeries souterraines, manuellement creusées, à la recherche de la cassitérite et d'autres minerais utilisés dans l'industrie électronique. Ces minerais ont comme clients des acheteurs indiens et chinois, qui ont établi des comptoirs sur place. Le nombre des creuseurs dans la zone est estimé à près de 16.000 mineurs artisanaux²⁷.

L'exploitation industrielle est en essor mais encore dans la phase d'exploration. On y trouve quatre principales sociétés industrielles dont trois disposent de licences couvrant l'exploration et l'exploitation de Lithium.

²⁴ PNAAV513.pdf (usaid.gov), page 58.

²⁵ Idem, pages

²⁶ Ibidem, pages 264-265.

²⁷ Propos recueillis auprès du Président des mineurs artisanaux de Manono en date du 20 septembre 2024.

6.2 Secteur secondaire

C'est le secteur qui s'occupe de la transformation des ressources provenant du secteur primaire. Ce secteur regroupe les industries, la construction, le bâtiment, etc. Le centre de Manono regorge les activités nécessaires à l'intégration de petite industrie. L'industrie au vrai sens du terme n'existe pas comme à l'époque coloniale et postcoloniale où existait une usine de production brassicole dont les portes ont été fermées depuis plus de trois décennies. Les petites activités industrielles qui restent dans le centre de Manono sont caractérisées par l'artisanat. Le centre compte plusieurs ateliers artisanaux à caractère familial, il s'agit des ateliers de menuiserie, les ateliers de coupe et couture, les garages où on entretien et répare les automobiles, etc.

6.3 Secteur tertiaire

Ce secteur concerne toutes les activités économiques liées à la production de service. Ces dernières sont multiples, entre autres l'administration, l'enseignement, le commerce, la banque, la santé, le transport, la communication.

6.3.1 Administration

Le centre de Manono est un milieu purement administratif du fait qu'il héberge la quasi-totalité des bureaux de l'administration du territoire. On y trouve également plusieurs services publics : DGI, DGRTANG, habitat, urbanisme, Hygiène publique, Travaux public (TP), et les sièges sociaux voir d'exploitation de certaines entreprises telle que United Cominière, Manono Lithium, Cominière, etc.

6.3.2 Transport

La voie terrestre reste la principale voie de transport pour le centre de Manono était jusque fin 2023 impraticable. Malgré le mauvais état de la route, ce centre du territoire s'est tissé des bonnes relations avec les autres provinces, y compris la ville de Kalemie, le Chef – lieu de la province du Tanganyika et de Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut Katanga. Mais à ce jour, la route est en train d'être améliorée par une autre entreprise d'origine chinoise qui a obtenu le marché auprès du gouvernement congolais. Près de la moitié de cette route soit 300 Km à partir de Lwambo ont déjà été reconstruit et même

asphaltés. Et les travaux se poursuivent sur la partie restante et, pourront atteindre Manono avant la fin de l'année 2024.

Il existe également le transport aérien effectué par des petits porteurs qui exploitent l'aérodrome en terre battue avec une petite aérogare vétuste et sans équipements ni tour de contrôle datant de l'époque colonial de Manono situé au quartier Luvwa. Et le transport maritime est effectué grâce au fleuve Congo qui passe par le port de Muyumba situé à 45 km de Manono centre sur la partie ouest qui est très peu utilisé. S'agissant du transport en commun dans le centre de Manono et dans les chefferies de Bakongolo et Kiluba, le système de taxi-moto reste le seul moyen de déplacement pour les courses urbaines et tout autre déplacement.

Les habitants de Manono se ravitaillent en produits manufacturiers à partir de Lubumbashi par la voie routière (véhicules et motos). Mais à ce jour, seul un tronçon marécageux de près de 100 Km à partir de Manono Centre vers Lubumbashi connaît une dégradation avancée et bénéficie régulièrement des travaux d'entretien financés ou réalisés par les entreprises minières en activité dans la zone. Il est quasi impraticable en période des pluies.

Il existe aussi d'autres villes telles que Goma et Bukavu en passant par Kalemie (véhicules et motos) dans lesquelles les habitants de Manono s'approvisionnent et où une grande communauté de Bashi et autres tributs de l'Est de la RDC font le commerce et investissent dans l'exploitation artisanale des minerais de cassitérites et de coltan.

Suite au délabrement des routes, les prix de marchandises (produits manufacturés et autres) varient considérablement en fonction des temps soit en saison sèche en baisse, tandis qu'en saison de pluie, ils atteignent leur pic en hausse suite au coût élevé de transport et le temps que les marchandises mettent en route avant d'atteindre Manono. Les produits agricoles consommés viennent des différents territoires environnants le territoire de Manono (Malemba-Nkulu, Kabongo, Kabalo, Kongolo, Mitwaba, Pweto et Moba) par la voie routière (vélos, motos et camions) et fluviale (bateaux et pirogues) par le port de Muyumba mais avec beaucoup des difficultés (état des routes et l'insécurité). Mais cette situation devra s'améliorer d'ici début 2025 lorsque les travaux de constructions des routes Lubumbashi-Manono et Manono-Kalemie ainsi que du port de Kalemie seront achevés comme nous l'a confié les responsables de Manono Lithium, entreprise sœur à celle qui a reçu les trois marchés au mois de septembre dernier.

La population de la chefferie Bakongolo quant à elle se ravitaille en produits manufacturés à partir du centre de Manono (la majorité des villages). Quant au commerce, il s'agit absolument d'un petit commerce traditionnel et informel, c'est-à-dire un commerce qui se fait sans papier administratif dans les cellules, aux bords des avenues et le long des routes tant principales que secondaires et surtout dans le grand marché central de Manono. On note également l'existence des grands magasins dans le centre de la cité le long de l'unique avenue commerciale dans des bâtiments datant de l'époque coloniale qui témoignent du dynamisme qu'avait le commerce en ce moment.

7. Situation de la zone économique spéciale de Manono

Dans son communiqué de presse N° 45 du 28 février 202L, l'entreprise Dathocom annonçait la signature d'un protocole d'accord entre elle et le ministère congolais de l'industrie. Ce projet avait pour objet la création d'une zone économique spéciale (ZES) dans la région de Manono afin de faciliter le développement des projets d'exploitation de Lithium et d'étain d'AVZ et d'autres investissements, notamment la construction des routes, la réhabilitation du barrage Mpiana Mwanga²⁸. Selon l'article 2 du Décret n°20/0004 du 05 Mars 2020, les zones économiques spéciales accordent des avantages fiscaux (Exonération totale et réduction des taux de certains impôts et taxes y compris celles douanières et le régime de changes) et d'autres facilités notamment l'allègement des procédures administratives, fiscales et douanières aux entreprises opérant dans les zones Économiques Spéciales opérant en RDC.

Le Décret précité exclu de son champ d'application toutes les entreprises qui ont pour vocation l'exploration et l'exploitation minière²⁹. Mais selon les informations récoltées auprès des différents acteurs locaux interrogés à Manono entre le 09 et 17 Août 2024, la mise en œuvre de ce projet n'est pas encore effective. Aucune action n'a été menée sur place à Manono dans le cadre de mise en œuvre de ce protocole d'accord. Ils estiment que cela pourrait être dû au différend qui oppose AVZ Minerals à la société étatique Cominière. Ce projet est à ce jour devenue obsolète parce que les raisons avancées pour sa création notamment la construction de la route Lubumbashi est déjà faite, deux barrages sont en constructions pour fournir de l'électricité localement et la zone sera dorénavant ouverte au port de Dar es

²⁸ Lire l'article 2 du Décret n°20/0004 du 05 Mars 2020 qui fixe les avantages fiscaux et facilités accordés aux entreprises opérant dans les zones Économiques Spéciales opérant en RDC.

²⁹Article 3 du Décret précité.

Salam via le port de Kalemie et à Lubumbashi d'ici décembre à la fin des travaux selon les informations collectées sur terrain. Il n'y aura donc plus des raisons pour créer une Zone Économique Spéciale à Manono.

8. Impacts locaux de l'exploitation minière

8.1 Retombées positives

Abandonnée depuis les années 1980, la cité de Manono n'avait jusque plus enregistré des activités extractives de grande envergure³⁰. La forte demande en minerais de lithium, de cassitérite et d'étain utiles pour les nouvelles technologies a entraîné la reprise des investissements miniers industriels dans la zone à cause d'importantes réserves de ces minerais que dispose le territoire de Manono et ses environs³¹. Cet afflux d'investissements miniers à grande échelle constitue donc une grande bouffée d'oxygène pour la cité et une grande opportunité pour son développement, ainsi que celui de sa population toute entière.

Aucun projet de Lithium n'est en encore en phase de production à Manono. Dathcom avec son actionnaire majoritaire AVZ Minerals dont les démarches pour le lancement de la production d'exploitation de Lithium de Manon avaient déjà suffisamment évolué a vu ses activités être suspendues à cause du litige qui l'oppose à l'entreprise étatique Cominière. Néanmoins, quelques impacts positifs ont été enregistrés depuis l'installation de quelques entreprises ou projets dans la zone. Il s'agit notamment de :

1. Le démarrage des travaux de reconstruction et modernisation de la route Lubumbashi Manono dont les travaux seraient grandement avancés selon l'entreprise CREC 9;
2. L'électricité est actuellement produite dans la commune de Manono à l'aide de générateurs diesel et d'un système d'énergie solaire récemment mis en service par le gouvernement de la province de Tanganyika. Manono lithium travaille pour améliorer la desserte en électricité à Manono et ses environs par le biais de la construction d'un mini barrage sur la rivière Lukushi;
3. Dathcom Mining SARLU avait pris l'engagement de réhabiliter la centrale hydroélectrique de Mpiana Mwanga et la construire la route Lubumbashi-Manono dont le coût est estimé à 285 millions de dollars américains en cours d'achèvement. Mais le marché a été attribué par la suite à Katamba Electricity, entreprise sœur à Manono Lithium Mining SA, filiale de Zeijin. Le

³⁰ RDC : un siècle après l'étain, le lithium fait rêver Manono (voaafrique.com)

³¹ Idem.

coût n'est pas encore connu mais le courant produit devrait servir à alimenter principalement les entreprises membres du Groupe Zijin ;

4. La mise en place d'un système d'approvisionnement en eau abondant et de bonne qualité, à la fois pour la consommation locale et pour toute opération minière potentielle à Manono ; et ;
5. Les autres consommables sont achetés localement et complétés par des marchandises importées de Lubumbashi et Kalemie vers le Nord. Mais le défi est que la rivière Lukushi qui est la seule rivière dans la zone ne soit en mesure de fournir de l'eau à la population et autre différentes entreprises qui s'installent dans zone.

En outre, pour pouvoir coordonner les interventions sociales du projet, Dathcom et AVZ Minerals ont mis en place une fondation dénommée « Fondation AVZ » qui gérera le financement des tous les projets de développement au bénéfice des communautés ³² . Cependant, les documents disponibles sur cette fondation ne précisent si les communautés feront partie de l'équipe de gestion de cette fondation qui est une façon pour l'entreprise de faire participer les communautés à tous les processus décisionnels sur des questions les concernant. De son côté, Manono Lithium dit avoir mis en place différents projets de développement communautaire au bénéfice des communautés susceptibles d'être impactées par son projet d'exploitation de lithium de Manono³³.

8.2. Retombées négatives et mesures d'atténuation

Comme tout projet d'exploitation minière, en dehors de quelques spécificités près, les différents projets d'exploitation n'auront pas que des impacts positifs sur l'environnement ainsi que sur les communautés vivant dans les alentours. Ces projets auront également des impacts négatifs qu'il faut bien gérer. S'agissant d'AVZ, le point 1.16 de l'étude de faisabilité du projet d'exploitation du lithium de Manono publiée sur le site de la maison mère, le plus grand défi de ce projet est la gestion d'eau brute dans la mesure où cette dernière sera obtenue à partir de la source d'eau de traitement historique du lac Lukushi et pompée vers le site minier, Camp Colline et le village de Kitotolo. Et que c'est la même eau qui va être utilisée pour alimenter son projet d'exploitation du lithium, ainsi que les populations de Manono et des autres villages susceptibles d'être impactées par son projet. ³⁴Mais d'après Dieu-merci Kabila et Cyprien Kitanga, respectivement membre de la communauté et Administrateur du

³²*Ibidem.*

³³*Propos recueillis du responsable SG qui s'est entretenu avec le consultant en date du 14 septembre 2024.*

³⁴*Manono Project Definitive Feasibility Study — AVZ Minerals Limited*

territoire de Manono, la question de l'impact environnemental de l'exploitation du minerai n'a pas encore été évoquée alors que c'est un préalable surtout pour Dathcom qui veut passer à l'exploitation.

Selon le Directeur général par intérim de la Cominière, Célestin Kibeya « cette étude existe et devrait être publiée sur le site web de l'entreprise étatique incessamment³⁵. Bien qu'AVZ Minerals ait affirmé dans son étude de faisabilité que Manono disposerait d'une quantité importante d'eau pour non seulement être utilisée dans la production du lithium, ainsi que de servir la population, certains experts pensent que l'exploitation et la production de lithium à Manono peut s'avérer très polluante à cause de la technologie de la saumure qui demande d'importante quantité d'eau à haute pression provenant soit des cours d'eau, soit de la nappe.³⁶ L'exploitation risque d'induire le creusage de nombreux puits jusqu'à atteindre la nappe aquifère pour espérer beaucoup. Ces experts conseillent au gouvernement de veiller à ce qu'une partie des revenus issus de cette exploitation soit investie plus tard dans la réhabilitation des écosystèmes affectés par l'exploitation minière du lithium à Manono.

Pour sa part, l'entreprise Manono Lithium qui venait d'ailleurs d'avoir son permis d'exploitation n° PE15775 le 17 septembre 2024 dit disposé d'une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES) et d'un PGES qu'elle refuse de rendre public en violation de la législation requiert la participation des communautés affectées lors de l'élaboration de l'EIES et la publication du résumé de l'EIES.

8.3 Mécanismes de participation communautaire et la communication entre l'entreprise et les communautés

La consultation des communautés affectées et une bonne communication de l'entreprise sur ses activités et ses impacts tant positifs que négatifs demeure un préalable pour une bonne cohabitation entre les deux parties et nécessite. Lors de l'étude, nous avons noté une faible consultation des communautés locales par les sociétés minières opérant dans la région. Bien qu'ayant pas enregistré d'incidents graves, l'absence d'un bon plan d'engagement et d'une communication claire sur les activités de l'entreprise risquerait d'entamer les relations entre les deux parties. Pour sa part, Dathcom détenue majoritairement par AVZ Minerals dit avoir fait des consultations et donné des informations exactes aux communautés sur ses intentions envers les

³⁵ *Idem.*

³⁶ *Ibidem.*

communautés de Manono qui seraient impactées par son projet, y compris ses intentions pour le développement du territoire de Manono.

Bien que l'entreprise qu'elle communique régulièrement sur internet, les interviews qui nous ont été accordées sur terrain à Manono démontrent un énorme déficit de communication entre les deux parties. La population locale reconnaît avoir eu quelques réunions avec Dathcom pour leur parler de son projet d'exploitation de lithium à Manono mais celle-ci ne se souvient pas avoir été consultée lors de la réalisation de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) réalisée par l'entreprise ni avoir reçu de copies.

9. Présentation des attentes prioritaires des communautés locales et des peuples autochtones

Ce chapitre est au cœur de cette étude. Il présente les résultats des enquêtes effectuées auprès des communautés visant à cartographier les priorités des communautés dans la perspective de l'exploitation minière. La première présente les attentes, tandis que la deuxième présente les résultats par catégorie des besoins et suivant l'ordre des priorités.

9.1 Perception de l'activité minière par les populations locales et les peuples autochtones

Au départ, la population a accueilli avec grande joie l'arrivée des nouvelles entreprises dans la zone pour exploiter les anciennes mines de Zaire Etain³⁷. Cette attitude s'explique par de bons souvenirs que la population a gardé de l'ancienne entreprise Zaire Etain qui a positivement impacté le développement social et économique du territoire de Manono et de ses environs.

Cependant, cette lueur d'espoir a commencé à s'effondrer progressivement dans le chef de la population locale à cause de plusieurs faits dont notamment le temps pris par Dathcom dans le démarrage de la production. L'insuffisance de consultation et la faible implication des communautés locales susceptibles d'être affectées par les activités d'exploitation du lithium dans le processus d'installation et la propagation des messages faisant état de délocalisation potentielle. Lors de la réalisation de cette présente étude, de nombreux membres des communautés ont évoqué des menaces de pertes de leurs terres lors du démarrage des travaux de construction de l'usine et de la production du lithium. Un autre élément qui a plombé la perception des

³⁷RDC: à Manono, l'exploitation prochaine du lithium suscite à la fois espoirs et inquiétudes - Afrique économie (rfi.fr)

communautés est la mesure de suspension des activités de l'entreprise et les accusations portées contre elles par son partenaire congolais la Cominière.

En général, les attentes des communautés sont très élevées vis-à-vis des entreprises, voire démesurées. Ces attentes sont exacerbées par l'absence des services publics. En conséquence, les entreprises privées dans la région risquent d'être prises pour des entités publiques et porter tout le poids de l'État. Une mauvaise gestion des attentes peut être un facteur de tension potentielle entre les communautés et les entreprises. Les parties prenantes impliquées dans l'exploitation minière dans la zone et au niveau provincial et national collaborent pour bien prendre en compte les attentes de la population locale. L'accompagnement fournit par des structures telles que le Centre pour la Gouvernance des Mines et Pétrole et Afreacan Resource Watch peuvent être de catalyseur pour relativiser les attentes communautés.

9.2 Attentes des populations locales et des peuples autochtones

La nouvelle de l'avènement d'AVZ Minerals a suscité beaucoup d'espoir dans la population selon différentes sources consultées. Cette dernière espère revivre les bons moments vécus à l'époque de l'ancienne Zaïre Etain. Plus précisément, la population attend du projet d'exploitation de lithium AVZ Minerals ce qui suit :

1. La desserte eau potable et de bonne qualité à l'ensemble de la population de Manono et dans les quatre villages qui composent la Chefferie de Bakongolo ;
2. La fourniture de l'électricité de bonne qualité et à coût raisonnable à l'ensemble d'habitation de Manono et à celles de quatre villages qui constituent la Chefferie de Bakongolo ;
3. La réhabilitation des routes de desserte agricole et de celles reliant Manono et les quatre villages de la Chefferie de Bakongolo aux autres grandes villes notamment Lubumbashi, Kalemie afin de faciliter la circulation des biens et services et l'approvisionnement à moindre coûts des produits de première nécessité ;
4. L'investissement dans la construction des écoles répondants aux normes, c'est-à-dire construites en matériaux durables avec toitures en tôles et équipées de tous les nécessaires et prendre en charge les frais de fonctionnement dont les salaires des enseignants afin de relever le niveau de l'enseignement au sein du territoire de Manono ;
5. L'investissement dans le domaine de la santé par la réhabilitation et l'équipement en médicaments, matériaux et autres biens permettant au

centre de référence de fournir le soin de santé de qualité en modernisant des anciens centres de santé existant dans les 5 localités de la chefferie de Bakongolo, y compris en construisant des nouveaux centres de santé là où il n'en existe pas pour permettre aux communautés impactées par les activités d'exploitation de lithium d'avoir accès à des soins de santé de qualité ;

5. La création d'emplois pour les jeunes de Manono et de quatre villages constituant la Chefferie de Bakongolo et les deux villages de la chefferie de Kiluba et leurs environs afin de contribuer à l'émergence de l'économie locale ;
6. Investir dans la diversification de l'Agriculture Industrielle afin de mettre fin à l'agriculture vivrière et non diversifiée afin de contribuer à l'auto-suffisante alimentaire dans la zone.

En dépit des opportunités évoquées ci-dessus, le projet présente tout de même des risques de conflits avec les communautés. Les principaux risques auxquels le projet est exposé et leurs facteurs à la base sont les suivants :

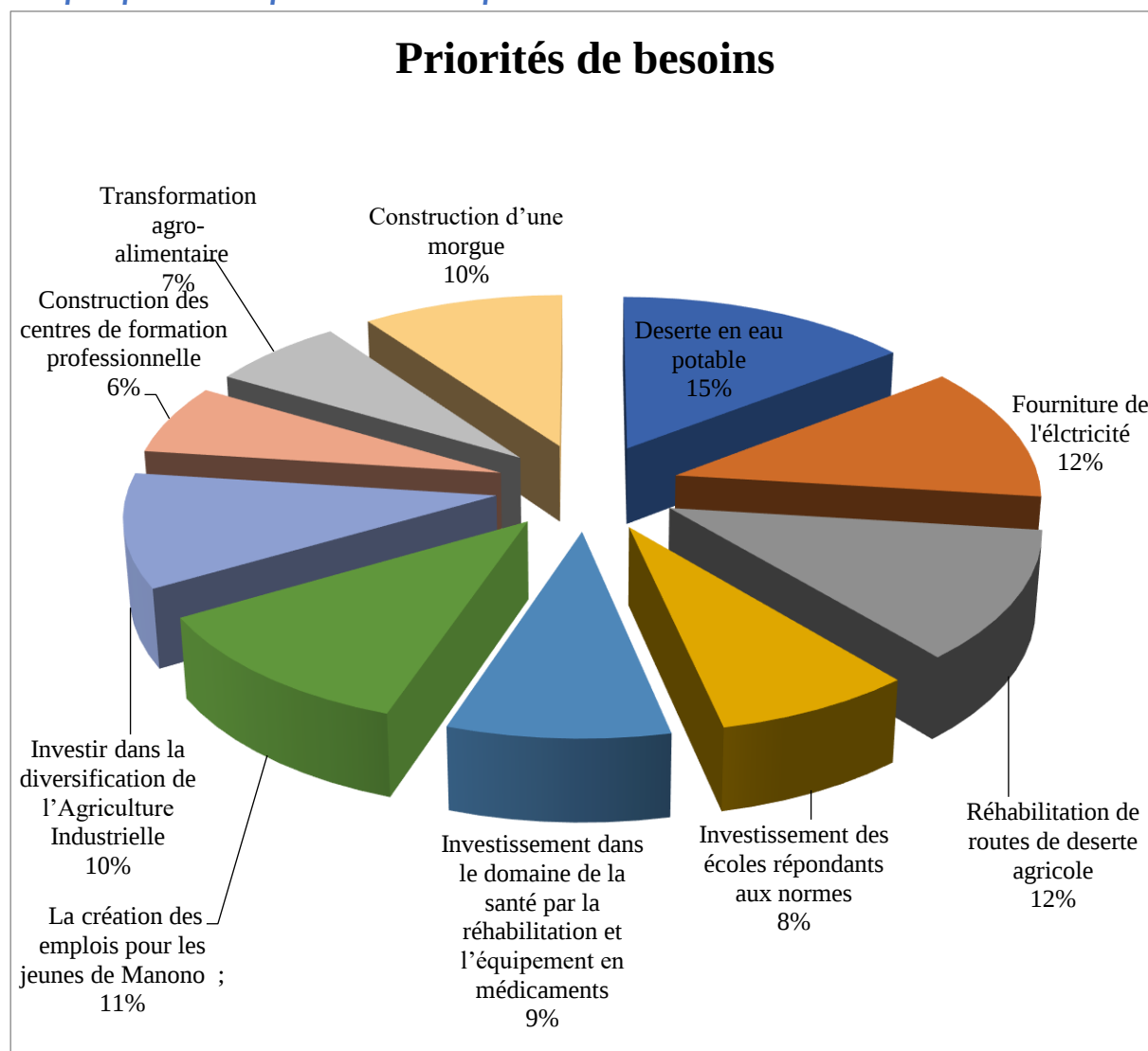
1. L'absence d'un mécanisme clair de communication et d'un Plan d'engagement communautaire entre l'entreprise AVZ et les communautés y compris les minorités (Twa) autour du projet, de ses activités et des bénéfices et autres avantages potentiels du projet pour ces dernières³⁸. Il en est de même de la mauvaise gestion des potentiels impacts négatifs (pollution d'eau, de sol, d'air et des champs, les délocalisations, etc.) du projet sur leurs vies qui pourraient détériorer les relations entre les deux parties et perturber sensiblement les activités d'implantation du projet;
2. La faible consultation des communautés dans l'installation du projet, dans la réalisation des études de faisabilité et d'impact environnemental et social fait que les communautés ignorent tout de l'entreprise, leurs bénéfices et les potentiels impacts négatifs du projet notamment la population et le risque de tarissement de la rivière Lukushi et même de la nappe aquifère et des mesures préventives prises par l'entreprise pour y faire face ;
3. L'inefficacité des mesures de précautions mise en place dans son plan de gestion environnementale ou le non-respect dudit plan qui peut conduire à la pollution de l'environnement et de la nappe aquifère et au tarissement de la rivière Lukushi qui constituent les sources de fourniture en eau des communautés de Manono et de ses environs.
4. L'absence d'eau à Manono et ses environs peut être un élément déclencheur des conflits entre AVZ et les communautés ;

³⁸Les énergies renouvelables, *Quoi qu'il en coûte ? Global Witness, Décembre 2021, Pages 5-6.*

5. La faible contribution ou l'absence des projets de développement aux grands impacts au bénéfice des différentes couches des communautés y compris la minorité Twa par la fondation AVZ comme promis dans l'étude de faisabilité et différents documents de l'entreprise peut opposer les deux parties ;
6. L'entreprise a promis de desservir l'eau et l'électricité aux communautés de Manono et des environs durant et pendant toute la durée de la mine. Le non-respect de cette promesse peut créer des frustrations qui peuvent déclencher des conflits entre cette dernière et les communautés.

Ainsi, cette section décrit les besoins communautaires tels que l'ont été collectes et validés par les communautés. Ces besoins sont présentés par ordre prioritaire dans le graphique ci-dessous

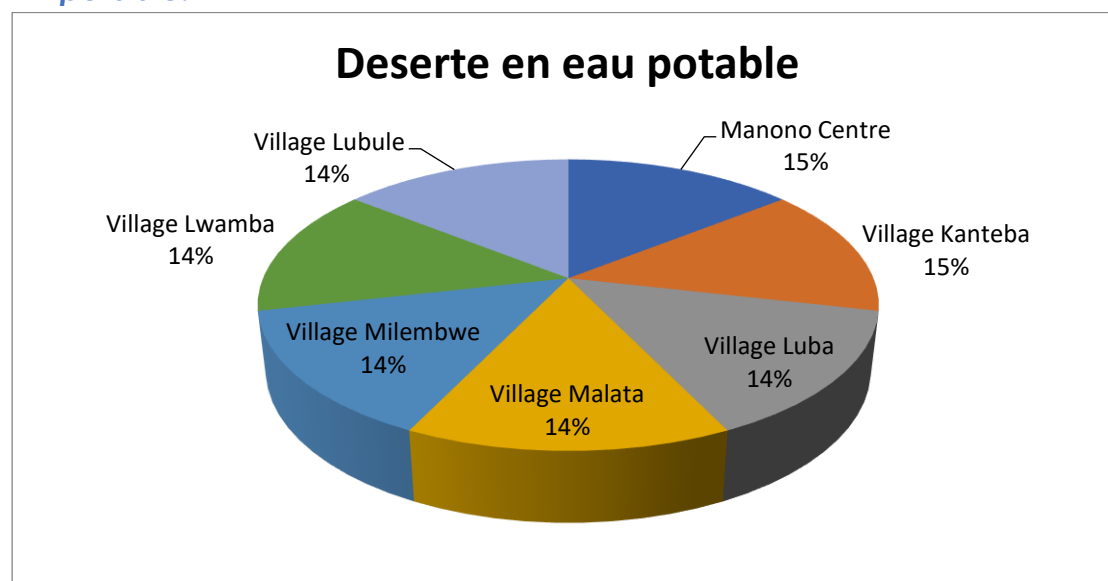
Graphique 5. Répartition des priorités des besoins des communautés



Sur base de graphique ci-dessous, on constate que les besoins prioritaires pour la communauté de Manono sont ci-après: déserte en eau potable 15%, déserte en fourniture de l'électricité et réhabilitation de routes de déserte agricole 12%, la création d'emplois pour les jeunes de Manono et leurs environs 11%, construction d'une morgue et Investir dans la diversification de l'Agriculture Industrielle 10%, investissement dans le domaine de la santé par la réhabilitation et l'équipement en médicaments 9%, investissement des écoles répondants aux normes 8%, transformation agro-alimentaire 7% et 6% pour la construction des centres de formation professionnelle.

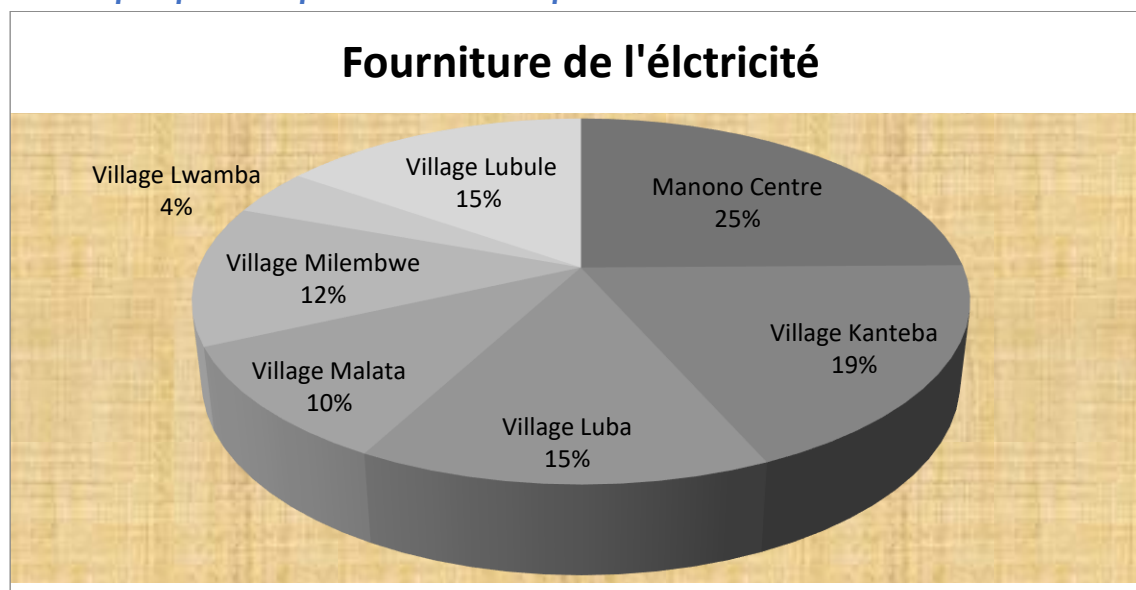
Pour permettre une compréhension détaillée et les nuances des priorités entre les communautés, les besoins sont éclatés dans les graphiques qui suivent.

Graphique 6. Répartition de la population par rapport au besoin d'eau potable.



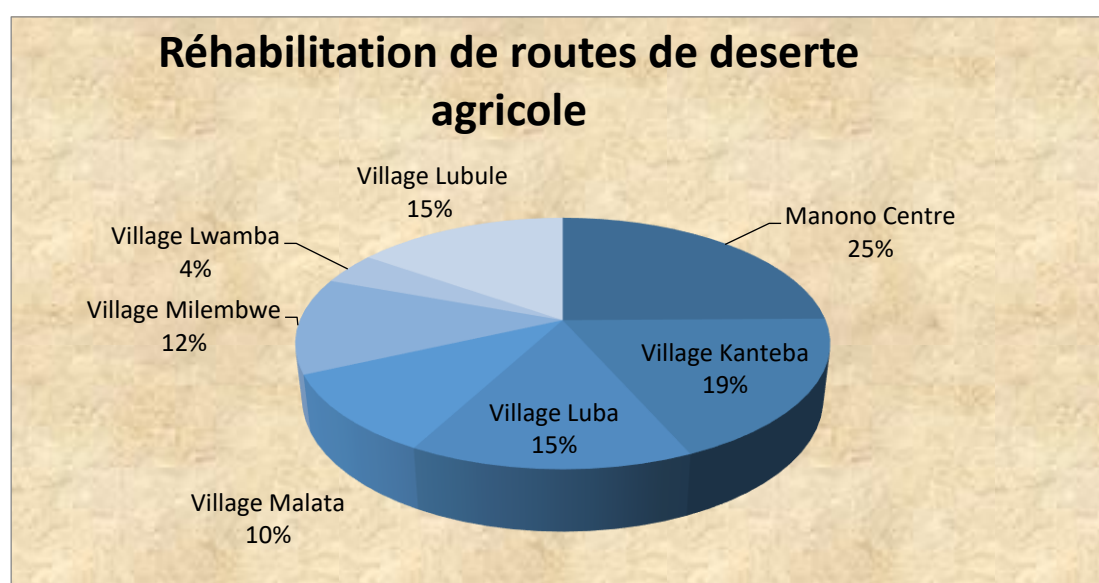
Il ressort de ce graphique que 100% de nos enquêtés ont nécessairement besoin d'eau dans leurs villages. C'est-à-dire que le besoin en eau est criant au sein des communautés.

Graphique 7 Répartition des enquêtés selon les besoins en électricité



L'électrification dans cette zone est un objectif majeur pour l'amélioration des conditions de vie et le développement de la région. Ce besoin est beaucoup plus ressenti à Manono centre avec un taux très élevé qui représente 25%, village Kanteba 19%, les villages Lubule et Luba représentent 15%, Village Milembwe 12%, Malata 10% et 4% pour le village Lwamba.

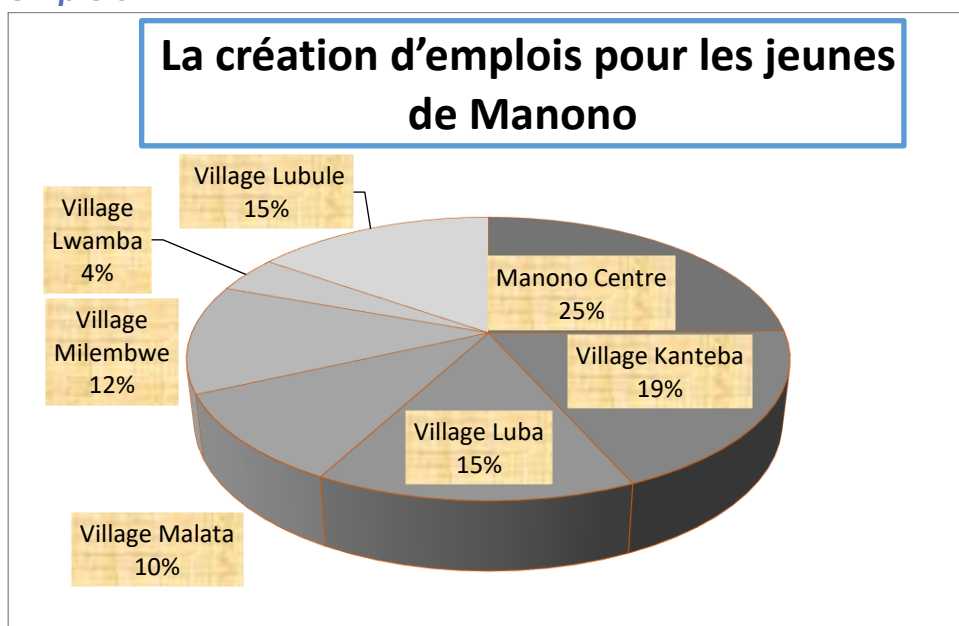
Graphique 8. Répartition des enquêtés selon les besoins de réhabilitation des infrastructures routières



La réhabilitation des routes occupe la troisième position, et souligne d'une part, le besoin de connectivité entre les villages environnants et la cité de

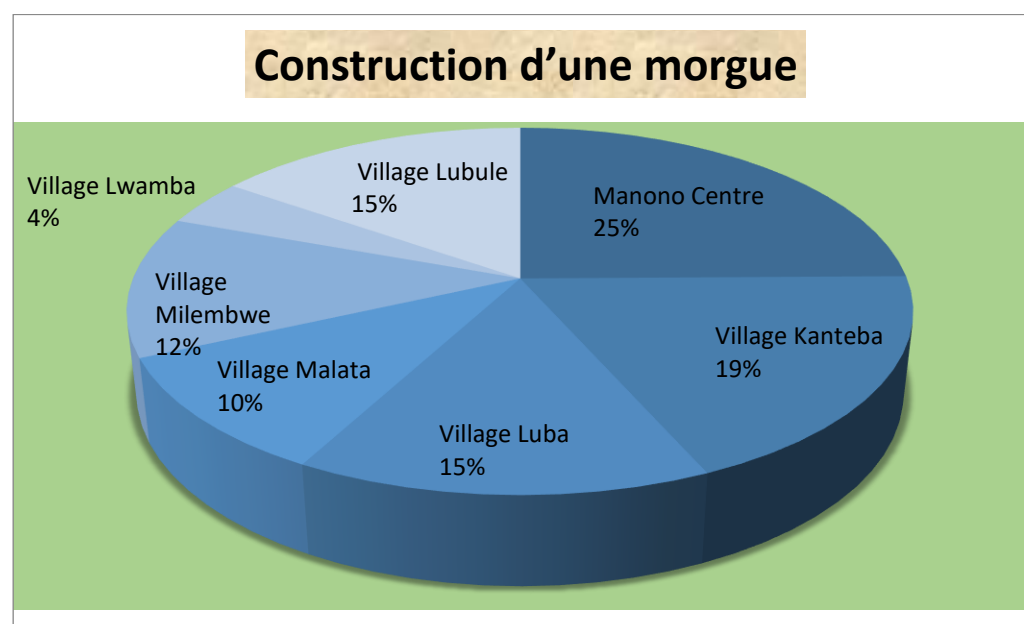
Manono, et d'autre part, la connectivité entre Manono et Lubumbashi ainsi que Kalemie, le Chef de lieu de la province.

Graphique 9. Répartition des enquêtés selon les besoins de création des emplois



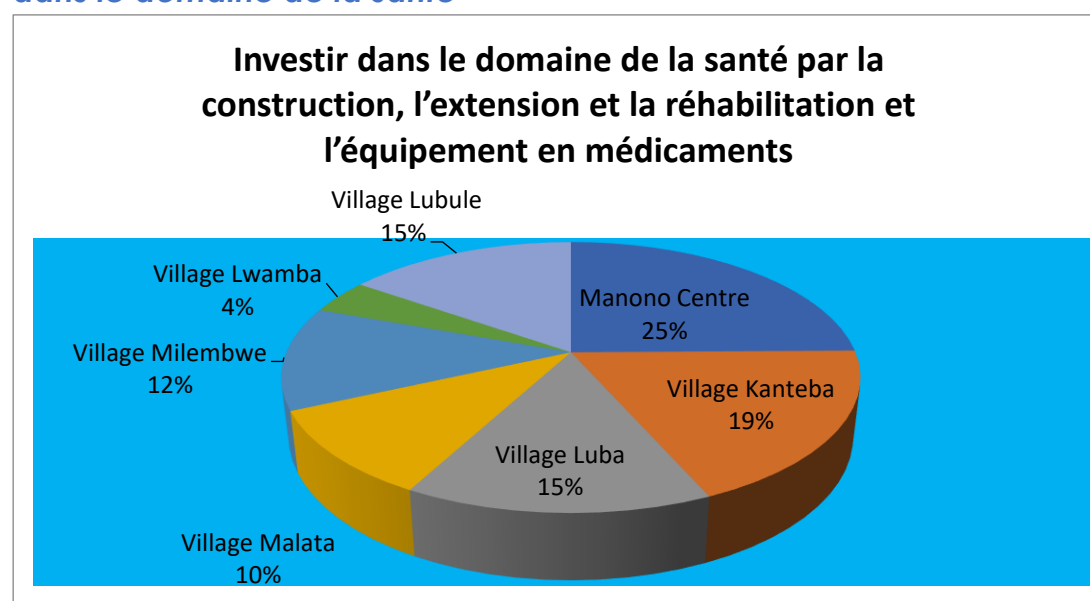
Le domaine emploi dans cette communauté est dominé par les activités du secteur informel qui sont difficiles à maîtriser par manque des statistiques. L'insuffisance d'emplois est due essentiellement à l'insuffisance d'industries, à l'explosion démographique, à l'absence de la politique d'emplois. Ce graphique suggère que la création d'emplois pour les jeunes de Manono est essentielle pour le développement durable et la stabilité. L'informalisation de ces jeunes apportera souvent des perspectives nouvelles et des idées innovantes, contribuant à la modernisation des pratiques locales.

Graphique 10. Répartition des enquêtés selon le besoin de construction d'une morgue au centre de référence de Manono



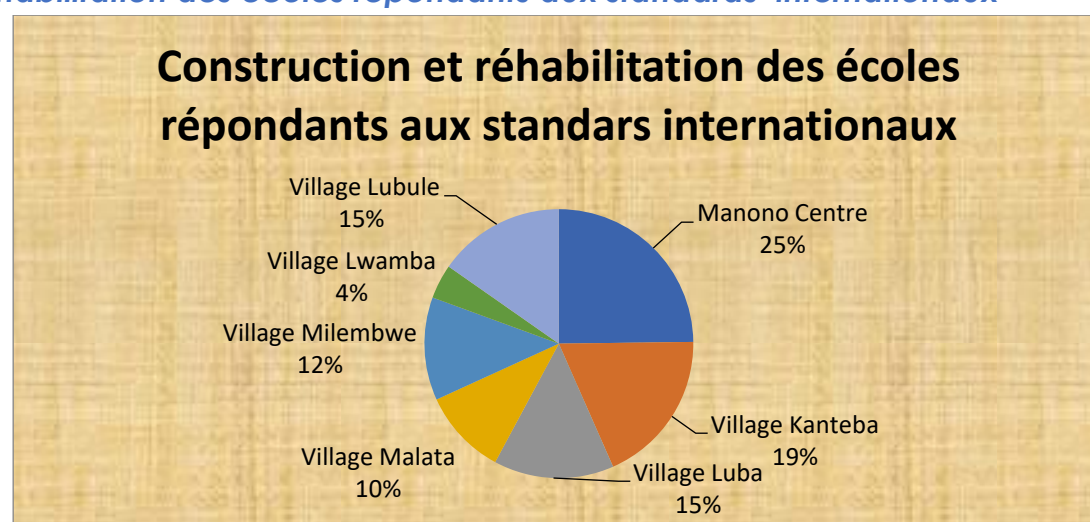
Il ressort de ce graphique que la construction d'une morgue à Manono montre qu'il s'agit d'un projet essentiel pour améliorer les services funéraires, renforcer la santé publique, et apporter du soutien aux familles en deuil. En analysant les impacts économiques, sociaux, sanitaires et environnementaux, la morgue contribuera de manière significative au bien-être de la communauté. Au jour d'aujourd'hui, aucune morgue n'existe sur l'ensemble du Territoire et ses environs.

Graphique 11. Répartition des enquêtés selon les besoins d'investissement dans le domaine de la santé



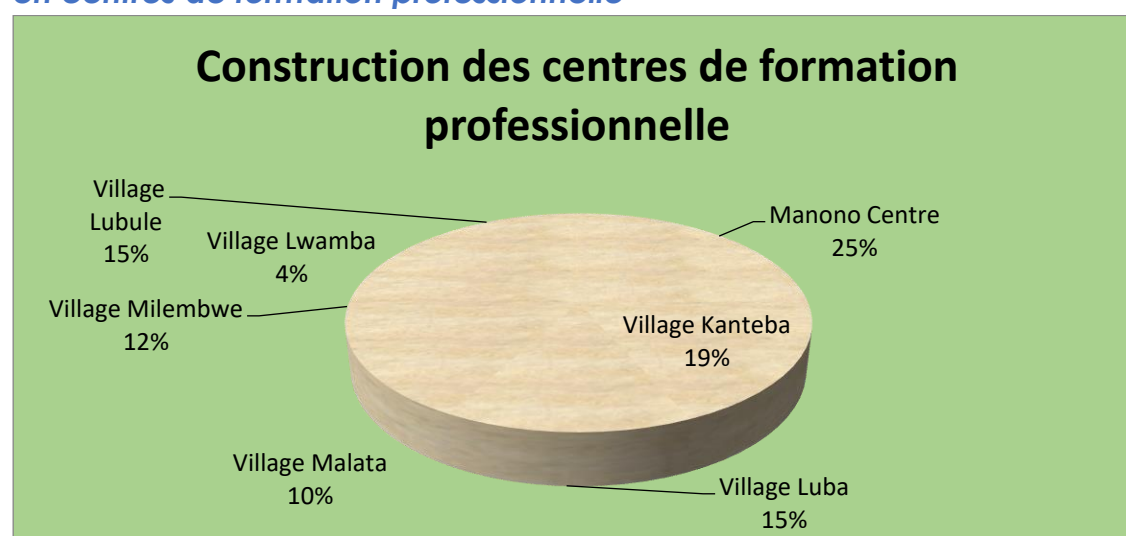
Ce graphique indique que 100% des communautés enquêtées ont besoin d'infrastructures sanitaires et d'un accès aux soins de qualité. Manono centre à 25%, village kanteba 19%, Village lubule et luba 15%, Village Milembwe 12%, Malata 10% et 5% pour le village Lwamba.

Graphique 13 : Répartition des enquêtés selon le besoin en construction et réhabilitation des écoles répondants aux standards internationaux



La construction et la réhabilitation des écoles sont un besoin criant dans la zone. Les écoles sont vétustes, insuffisantes et manquent des bancs, les salles de classe sont insuffisantes. La demande est forte à Manono, le chef-lieu du territoire et la plus grande agglomération de la contrée.

Graphique 14. Répartition des enquêtés selon les besoins en construction en centres de formation professionnelle



Le dernier mais le moindre. La construction et/ou la réhabilitation des centres de formation professionnelle sera cruciale pour promouvoir l'employabilité des populations riveraines de l'industrie minière en plein développement et contribuer à la réduction du chômage.

10. Description comparative des besoins

Le tableau ci-après donne un aperçu descriptif des besoins par importance, urgence et impact élevé potentiel.

Tableau 7: Comparaison des priorités

N°	Cité/Village	Importances	Urgences	Impacts Potentiel
1	Desserte en eau potable	Oui	Très	Très Élevé
2	Desserte en électricité	Oui	Très	Très Élevé
3	La création d'emplois pour les jeunes de Manono et leurs environs afin de contribuer à l'émergence de l'économie locale ;	OUI	Très	Très Élevé
4	Investir dans la diversification de l'Agriculture Industrielle afin de mettre fin à l'agriculture vivrière et non diversifié afin de contribuer à l'autosuffisance alimentaire dans la zone.	OUI	Très	Très Élevé
5	Construction d'une morgue	Oui	Très	Très Élevé
6	Réhabilitation de routes de desserte agricole	OUI	OUI	Élevé
7	Investissement des écoles répondants aux normes	OUI	OUI	Élevé
8	Investissement dans le domaine de la santé par la réhabilitation et l'équipement en médicaments	OUI	OUI	Élevé
9	Construction des centres de formation professionnelle	OUI	OUI	Élevé
10	Transformation agro-alimentaire	OUI	OUI	Élevé

iii. Conclusion

Le territoire de Manono regorge parmi les plus importantes ressources de lithium au monde. Le lithium est essentiel pour la transition énergétique. En dépit de cette dotation, la région de Manono demeure extrêmement pauvre. La relance de l'exploitation du lithium offre une opportunité pour les communautés. Une exploitation responsable du lithium peut induire des bénéfices économiques et sociaux notamment la création d'emplois, la construction et la réhabilitation des infrastructures énergétiques et de transport essentiels pour favoriser la reprise des investissements dans la santé et l'éducation.

Cependant, à l'instar de tout investissement minier, l'extraction du lithium présente des risques sur la population. Les principaux risques auxquels est exposée la population sont entre autres le risque de tarissement de la nappe aquifère et de la rivière Lukushi, la pollution d'eau et de l'environnement, la mauvaise gestion des attentes communautaires, l'exacerbation des conflits intercommunautaire entre la majorité constituées des communautés bantous et la minorité constituée de Twa qui serait due ainsi que la participation non effective des communautés dans la gestion des impacts des projets.

La synergie OMGC et AFREWATCH et OMG, deux organisations qui militent pour une gouvernance responsable des ressources naturelles ont mis en place le projet «Faire entendre la voix de la communauté autour du projet de Lithium à Manono». A travers ce projet, les deux organisations visent à appuyer les communautés et garantir leur effective participation en les outillant sur leurs droits, en structurant leurs demandes et en fournissant l'accompagnement continu dans les processus d'élaboration, de négociations et de signature des cahiers des charges.

L'engagement des parties prenantes est crucial pour promouvoir la maximisation des impacts positifs en faveur des communautés locales et la minimisation des impacts négatifs potentiels. La protection des Droits des Humains avec accent sur les droits des femmes, de l'environnement et le partage équitable des revenus sont essentiels pour contribuer au développement économique et social durable dans la zone d'exploitation de lithium.

Cette étude économique et les autres activités menées par la synergie contribuent à cet objectif ultime en mettant à la disposition des parties prenantes des éléments qui renforcent la compréhension des attentes communautaires vis-à-vis de développement des projets extractifs du lithium.



THE OIL & MINES GOVERNANCE CENTER
For Sustainability in the Extractive Industry

